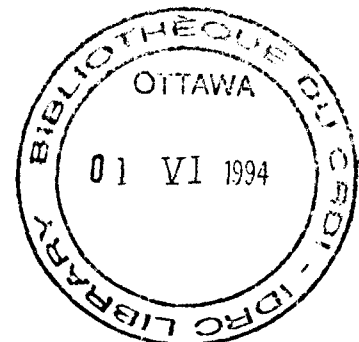


96619
IDRC - Lib

Rapport sur la Division des Sciences Sociales
établi par le Comité spécial du

Conseil des gouverneurs

Centre de recherches pour le développement international



ARCHIV
3001341.1
I 32

Rapport sur la Division des sciences sociales
établi par le Comité spécial du
Conseil des gouverneurs

Centre de recherches pour le développement international

Préambule

En janvier 1984, le Comité de direction du Conseil des gouverneurs a décidé d'établir un comité spécial "pour effectuer une étude approfondie de la Division des sciences sociales".

Le Comité avait pour mandat:

- i) d'étudier le mandat de la Division, la portée de ses activités ainsi que ses plans futurs, selon les renseignements fournis par la Division;
- ii) de présenter des observations sur l'efficacité des programmes de la Division quant à l'ensemble des objectifs et des programmes globaux du Centre;

- iii) de faire les recommandations qu'il jugerait nécessaires; et
- iv) de présenter un rapport faisant état des résultats de son étude et de ses recommandations à la 31^e réunion du Conseil des gouverneurs, en octobre 1984.

M. David Lawless a été nommé président du Comité spécial avec pouvoir de désigner les autres membres. M. Allison Ayida a accepté de siéger au Comité à titre de membre et subséquemment, l'honorable Rex Nettleford et le professeur Victor Urquidi sont devenus également membres du Comité.

Des discussions préliminaires ont eu lieu en janvier 1984 entre le président du Comité d'une part et le directeur et la sous-directrice d'autre part pour que s'établisse une compréhension mutuelle et pour s'assurer de l'entière coopération de la Division des sciences sociales au cours de l'étude. Lors de la première réunion du Comité, à Dakar, le 28 mars, on a discuté du mandat du Comité et l'on s'est mis d'accord sur une méthode générale d'étude. Le Comité s'est réuni de nouveau, à Ottawa, au cours de la semaine du 13 mai, durant laquelle il a rencontré et interviewé le directeur et la sous-directrice de la Division, les directeurs associés, un grand nombre d'administrateurs de programme ainsi que d'autres cadres du Centre. Il a été convenu que le Comité d'étude devait se concentrer en premier lieu sur les activités de la Division qui ont trait à l'application de la loi de 1970 sur le CRDI et des politiques du Centre selon l'interprétation du Conseil des gouverneurs. L'étude ne tiendrait compte de l'administration de la Division et du Centre que dans la mesure où celle-ci touche à la loi et aux politiques du Conseil.

La Loi sur le Centre de recherches pour le développement international (1970) établit les objectifs du Centre comme suit:

4.(1) Le Centre a pour objets d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions et, dans la réalisation de ces objets,

a) de s'assurer les services de scientifiques et spécialistes des sciences naturelles et des sciences sociales tant du Canada que de l'étranger;

b) d'aider les régions en développement à se livrer à la recherche scientifique, à acquérir les techniques innovatrices et les institutions requises pour résoudre leurs problèmes;

c) d'encourager en général la coordination de la recherche pour le développement international; et

d) de promouvoir la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes de développement entre les régions développées et les régions en développement, à leur avantage réciproque.

Application de la loi et mise à exécution des politiques du Conseil

Le Comité d'étude est persuadé que les activités de la Division des sciences sociales visent les objectifs du Centre tels qu'établis par la Loi sur

le CRDI et les politiques établies en vertu de cette loi par le Conseil des gouverneurs. Grâce à ses administrateurs de programme, la Division amorce, encourage et appuie la recherche sur les problèmes du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès social et économique des pays en développement. Le personnel professionnel mène aussi des recherches sur les problèmes et les questions de développement.

La réalisation des objectifs, par le recours aux scientifiques en sciences sociales du Canada et d'autres pays, n'a pas été pour la Division une pleine réussite et nous reviendrons sur le sujet un peu plus tard.

D'autre part, l'appui de la Division aux régions en développement pour favoriser le développement des capacités de recherche, le renforcement des institutions et l'acquisition de techniques innovatrices dont ces régions avaient besoin pour résoudre leurs problèmes a porté fruit et nous en discuterons plus loin.

La Division a encouragé en général la coordination de la recherche pour le développement international en mettant en place un certain nombre de moyens dont nous parlerons.

La promotion de la coopération en matière de recherche sur les problèmes de développement, entre les régions industrialisées et les régions en développement, à leur avantage réciproque, n'est pas l'une des initiatives fondamentales des activités de la Division et le sujet sera discuté dans le rapport. La Division des sciences sociales, en tant que partie intégrante du Centre, a aussi influencé les méthodes de coopération en matière de développement mises de l'avant par d'autres agences.

La Division a appliqué les politiques du Conseil en favorisant la recherche réalisée par des chercheurs des pays en développement sur des sujets déterminés localement, par des méthodes de recherche qui reflètent avec justesse le point de vue des chercheurs.

Le processus de planification

Le processus de planification des activités du Centre est cyclique de même que celui de la Division. Le plus important est le Programme annuel des Travaux et Budget y compris la mise à jour des projections quadriennales et l'Etude détaillée triennale des programmes et politiques, cette dernière étant présentée à tous les trois ou quatre ans. Ces instruments permettent au Conseil des gouverneurs d'orienter le processus de planification.

Recommandation I

Il faudrait que les gouverneurs soient conscients de l'importance des documents de planification qui leur sont présentés en vue d'une discussion, car c'est à ce moment que la politique du Conseil pourrait le plus influencer l'orientation des activités de la Division.

La planification est aussi un processus normal au sein de la Division, en premier lieu au niveau des programmes, mais en tenant compte des priorités, de l'importance et de l'équilibre géographiques. Il semble y avoir une bonne planification individuelle parmi les administrateurs de programme, mais elle est moins évidente entre les divisions. La planification est importante lorsque

les projets intéressent les mêmes régions, portent sur des sujets similaires ou que les demandes émanent des mêmes institutions.

La réunion annuelle du personnel constitue le principal mécanisme de planification et d'étude. A cette occasion, tous les administrateurs de programme, ceux d'Ottawa et des régions, se réunissent afin d'étudier tous leurs travaux, par projet, thème et domaine de recherche ainsi que les possibilités de nouveaux domaines d'intérêt. La planification est dans une large mesure un processus ascendant dont les idées sont formulées au cours de réunions fréquentes entre les administrateurs de programme et les directeurs associés, au cours de réunions d'étude internes et de réunions d'étude de division tenues occasionnellement. Les études et la planification se fondent sur les documents préparés pour le Programme annuel des Travaux et Budget ou pour les réunions du personnel, sur les rapports de voyage que doivent présenter tous les administrateurs après une visite sur le terrain, sur des documents d'étude occasionnels et des études prospectives, sur la post-évaluation de projets et les rapports des experts-conseils dont les services sont retenus de temps à autre. Ces rapports peuvent comporter une analyse des secteurs de programme, des modalités des projets et des régions. Ils combinent souvent les trois éléments.

Le Comité est convaincu que la plupart des projets financés par la Division ou qui sont présentés en vue d'être appuyés par le Centre et le Conseil, répondent à des besoins déterminés par les chercheurs des pays en développement. Le Conseil encourage sûrement une telle réaction, mais la planification stratégique à plus long terme ne peut être uniquement formulée en fonction des demandes des chercheurs des pays en développement, de l'expérience des agents régionaux et des recommandations émanant des programmes de

Division. Il importe aussi que la Division établisse des directives générales et précise des objectifs, mais aussi qu'elle puisse évaluer et répondre aux besoins au fur et à mesure qu'ils sont cernés soit par les chercheurs des pays en développement ou par les administrateurs de programme au cours de leurs travaux.

Recommandation II

Il faudrait que l'ensemble de la Division tienne compte de la planification stratégique, indépendamment de ses plans annuel et triennal, lorsqu'elle établit ses objectifs et ses priorités à titre d'unité majeure au sein du Centre. Cette planification stratégique devrait être conçue de façon à ne pas abaisser le haut degré de flexibilité actuel qui caractérise l'aide de la Division et le degré d'innovation des projets de la Division.

Les programmes et les activités de la Division

La Division a cinq programmes majeurs, outre un certain nombre d'autres activités qui sont appuyées par l'ensemble de la Division. Cinq directeurs associés sont chargés de la surveillance, de la gestion et du développement des programmes majeurs; ils agissent aussi à titre d'administrateurs de programme relativement au développement des projets. Les programmes et les domaines d'intérêt sont les suivants:*

* Voir aussi l'annexe "A"

1. Programme de politique scientifique et technologique

- Politique de répartition des ressources pour les sciences et la technologie
- Recherches agricoles et progrès techniques
- Technologie à petite échelle
- Progrès techniques et secteur manufacturier
- Progrès techniques, emploi et éducation
- Communications et information

(a) Sous-programme de politique énergétique

- Etudes énergétiques axées sur les régions rurales
- Evaluation technologique des sources d'énergie possibles et des systèmes de conversion
- Etudes sectorielles et leur influence sur la demande énergétique
- Planification énergétique et politique de recherche

2. Economie et développement rural (dans l'ensemble le programme le plus important de la Division)

- Analyse de la politique économique
- (a) Recherche sur les politiques agricoles et rurales
- (b) Recherche sur la politique industrielle
- (c) Politique et gestion macro-économiques (comprend l'appui au CIEPLAN)

- Entreprise rurale et utilisation des ressources
 - (a) Utilisation des ressources renouvelables, droits et contrôle
 - (b) Aspects socio-économiques des systèmes agricoles
 - (c) Petites entreprises non agricoles
- Questions d'économie politique
- L'économie et le développement internationaux
 - (a) Commerce international et adaptation économique
 - (b) Entreprises transnationales

3. Programme de recherche sur la population et le développement

- Population et agriculture
- Population, santé et développement
- Etablissements humains et travail
- Main-d'oeuvre contractuelle internationale
- Fécondité et planification de la famille
- Programme de bourses national et régional
- Nouveaux domaines de recherche

4. Programme de politique urbaine (le moins important des programmes de la Division)

- Services urbains
- La gestion de la croissance urbaine
- Relations urbaines-régionales
- Stratégies d'adaptation des ménages
- Autres études urbaines

5. Programme d'éducation

- Enseignement préscolaire
- Enseignement informel et éducation des adultes
- La qualité des enseignants et de l'enseignement
- L'éducation et le travail
- Les femmes et le développement
- Les communications
- L'éducation, la société et l'Etat
- L'apprentissage social

La Division consacre aussi une partie substantielle de ses ressources à l'appui des :

- Instituts de recherche internationaux, nationaux et régionaux (IRINR)
- Programmes de coopération
- Projets préliminaires de division (PPD)

(Voir aussi l'annexe "B" pour l'étude sur la répartition géographique des activités de la Division selon les programmes, projets et les dépenses.)

Un bref aperçu de ces programmes et de ces activités révèle le vaste éventail des sujets financés par la Division des sciences sociales.

Si, par définition, les "sciences sociales" couvrent une gamme assez vaste de disciplines et de méthodes d'approche des problèmes de la société, en ce qui concerne les questions d'ordre général, ou même "global", ou des segments, des niveaux, des domaines, etc. particuliers de ces questions, elles sont donc liées à presque tout ce qui ne relève pas strictement du domaine des sciences naturelles, des mathématiques ou de la technologie. Les changements sociaux et économiques ou le développement sont liés, comme ils l'ont toujours été, aux facteurs culturels, à l'éducation, à la philosophie et à la religion ainsi qu'aux progrès scientifiques et technologiques, sans oublier les progrès et les reculs dans l'organisation politique. On a l'impression qu'à l'échelle du globe, la recherche empirique en sciences sociales, au sens le plus large ou le plus étroit du terme, comme cela se produit dans nombre de programmes internationaux, est sérieusement à la traîne derrière la recherche en sciences et en technologie - et très souvent la recherche en sciences sociales se révèle très peu innovatrice dans les régions du monde où la plupart de ces recherches sont exécutées, c'est-à-dire dans les pays industrialisés. Par contre, dans certains cas particuliers, la recherche en sciences sociales peut se révéler plus innovatrice et plus pertinente dans un pays en développement que dans un pays industrialisé. Il n'en reste pas moins que, dans l'ensemble, la recherche en sciences sociales dans les pays en développement - qui est le but principal du CRDI - n'a jamais été très poussée et qu'elle est reléguée loin derrière d'autres tâches scientifiques, bien en deçà des besoins perçus et qu'elle ne s'intéresse pas toujours aux véritables problèmes, à moyen et à long terme, des pays en développement, y compris leurs relations avec les nations industrialisées.

Si l'on examine en détail certains projets, il est évident que la Division est suffisamment flexible pour accepter et financer des projets en "sciences sociales", au sens le plus vaste du terme, si ces projets sont bien conçus et bien proposés et susceptibles de contribuer à la solution des problèmes de développement en accroissant la sensibilisation ou la formation des chercheurs en la matière.

Néanmoins, on peut se poser trois questions quant à cette gamme d'activités. Premièrement, se pourrait-il que la Division des sciences sociales soit une étiquette fourre-tout où le personnel et les ressources sont trop éparpillés; deuxièmement, malgré la gamme de ces activités, se pourrait-il que certaines questions importantes qui auraient pu être classées sous la rubrique des sciences sociales aient été négligées ou soient passées inaperçues; troisièmement, quelle est l'importance de la coopération et de la coordination au sein des programmes de la Division et avec les projets et les programmes des autres divisions du Centre.

En réponse à la première question, la Division penche en faveur d'une flexibilité maximum qu'approuve le Comité d'étude. Néanmoins, étant donné les pressions actuelles que subit la Division pour étendre et accroître ses activités, pressions qui ne feront sans doute qu'augmenter, il faudrait penser sérieusement à établir des priorités qui guideront les administrateurs de programme et les clients possibles. (Le Comité reconnaît que cet énoncé se trouve dans le document intitulé Directives concernant les demandes d'aide à la recherche en sciences sociales).

Recommandation III

Il faudrait que dans les contexte du développement de la planification stratégique, la Division se concentre davantage sur la détermination précise des domaines exigeant une aide prioritaire.

La deuxième question concerne d'importants domaines de recherche qui pourraient être inclus sous la rubrique des sciences sociales et qui, pour une raison ou une autre, ne l'ont pas été ou ont été négligés. Le développement culturel, car les facteurs d'ordre culturel ont un impact sur le développement qui s'impose, sur les décisionnaires du secteur public et sur l'aide au développement, fait partie de ces domaines. On devrait inciter les chercheurs à tenir compte des facteurs et des contraintes culturels, des questions politiques et administratives, voire des influences idéologiques, car ceci influe sur le développement socio-économique, bien que sûrement la recherche sur des sujets d'ordre culturel, politique et idéologique comme tels ne puisse être appuyée par la Division. Ces facteurs de conditionnement pourraient inclure la langue, la religion, les lois, l'ethnicité, les modèles parentalistes, les manifestations artistiques, les contextes environnementaux, les dépenses militaires, le transfert de pouvoir, la formation des attitudes et des valeurs. Jusqu'à un certain point, cette recherche reçoit déjà un appui. Le Comité reconnaît aussi qu'il y a des questions qui sont d'une importance majeure dans le développement de certaines régions, mais ces questions peuvent être considérées comme trop délicates pour que le Centre appuie leur étude.

Par nature, les sciences sociales incorporent des domaines d'étude légitimes et importants qui pourraient sembler menaçants du point de vue de l'un ou de l'autre des groupes établis dans une société. Néanmoins, lorsque l'étude des processus sociaux affecte le développement, met l'accent sur des résultats plus pratiques ou pourrait se révéler utile, la Division ne devrait pas reculer devant un risque calculé ni craindre ce qui pourrait être perçu comme une attitude conservatrice du Conseil des gouverneurs. D'autre part, lorsque les propositions de projet sont d'une nature délicate ou pourraient soulever des malentendus au Canada ou dans un pays en développement, quel que soit le montant de l'appui financier nécessaire, la Division devrait poursuivre la détermination du projet et des risques qu'il comporte et le soumettre au Conseil.

Recommandation IV

La Division ne devrait pas craindre de présenter au Conseil des gouverneurs des projets de nature délicate ou comportant des risques quant aux méthodes. De son côté, le Conseil des gouverneurs, même s'il se réserve le droit d'établir une politique, d'exprimer ouvertement son opinion et d'orienter les activités du Centre, devrait continuer à favoriser les innovations et les expériences qui pourraient aider le Centre à atteindre ses objectifs.

Le Comité d'étude s'est demandé si l'étiquette "sciences sociales" était celle qui identifiait le mieux la Division et ses activités. Certains domaines traditionnels des sciences sociales n'ont pas été appuyés dans le passé et n'ont guère de chance de l'être dans l'avenir. D'autre part, nombre des activités de la Division dépassent le cadre de celles qui sont normalement associées aux sciences sociales, chevauchent des disciplines ne touchant pas les sciences sociales ou ne sont pas facilement associées aux disciplines traditionnelles des sciences sociales. Si la Division recevait une nouvelle

appellation, les chercheurs clients et les institutions pourraient peut-être mieux déterminer la gamme des activités susceptibles d'être encouragées par la Division. En dépit des difficultés d'ordre pratique qu'entraînerait un tel changement, une appellation qui refléterait la planification actuelle du développement de la politique et de la recherche sociales pourrait aider la Division dans son travail. Le Comité a étudié deux appellations possibles : la Division des études de développement social et économique et la Division des sciences sociales et humaines.

Recommandation V

Afin de refléter de manière plus adéquate la portée et les activités de la Division, le Conseil des gouverneurs devrait étudier l'appellation actuelle de la Division.

Le Comité d'étude reconnaît que la préparation, l'exécution et le suivi de projets financés par d'autres divisions, en particulier les sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition et les sciences de la santé, comportent souvent un élément de sciences sociales important bien que parfois négligé. Il reconnaît aussi que la conception de projets, tant en sciences de la santé qu'en sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition, qui nécessitent l'intégration d'un élément de sciences sociales, s'avère difficile, impossible ou peu pratique pour une raison ou pour une autre. Le Comité est convaincu qu'en dépit des difficultés, le fait d'inclure un tel élément peut souvent permettre à un projet d'une autre division d'atteindre avec plus d'efficacité les objectifs du Centre. La troisième question concernait la nécessité d'une coopération et d'une coordination entre les divisions et au sein des divisions. A l'heure actuelle, il semble qu'une telle coordination et coopération soit à un niveau élevé au sein de la Division. Elle semble aussi être assez bonne entre les divisions.

Le Comité note que les membres de la Division des sciences sociales aident, à titre de personnes ressources, au développement des projets dans d'autres secteurs du Centre, par exemple au Bureau du Secrétaire (Loi et développement) et à la Division des communications (Aide et recherche techniques dans le domaine des communications) et qu'ils assistent aussi le Programme de coopération, la Division des sciences de la santé, etc. dans les méthodes d'enquête.

Recommandation VI

Il faudrait encourager tous les administrateurs de programme du Centre à inclure, vu leur importance, des éléments de sciences sociales dans leurs projets, s'il y a lieu. Il faudrait aussi inciter les administrateurs de programme au sein de la Division des sciences sociales à continuer leur action de coordination et de coopération. Un ou deux employés surnuméraires, qui agiraient à titre de "surveillants interdisciplinaires", pour donner des conseils sur les méthodes en sciences sociales devraient être ajoutés au personnel de la Division.

Le choix des programmes et des projets

La Division est d'avis que ses domaines de programme majeurs sont des plus adéquats à l'heure actuelle et que les gens avertis dans les pays en développement sont persuadés que les domaines qu'elle finance sont parmi ceux où une connaissance plus poussée est un atout. Comme on l'a vu, les domaines de recherche du programme sont flexibles et peuvent évoluer en fonction des nouvelles demandes.

Généralement, le Comité accepte les priorités de la Division en matière de programmes et souhaite qu'elle continue à étudier d'importantes questions de développement par des recherches axées sur les sciences sociales. Dans ce qui suit, il souhaite simplement mettre en lumière les changements qui sont déjà en marche et il propose qu'un intérêt plus marqué ou nouveau soit porté à certains sujets ou qu'on en soumette de nouveaux à l'étude de la Division.

Le Programme sur la population a délaissé graduellement ses travaux sur les déterminants socio-économiques de la fécondité pour accroître son appui à une recherche plus poussée sur la migration interne et internationale et les questions relatives à la main-d'oeuvre et au marché du travail. Néanmoins, comme la fécondité dans la plupart des pays en développement est très marquée, particulièrement en Afrique et dans certaines parties de l'Amérique latine, il semble qu'il y ait beaucoup à faire dans ce domaine et que la recherche sur les contraintes rurales qui empêchent le déclin de la fécondité et, en général, sur les questions qui touchent le cadre familial, doive être poursuivie. Il reste aussi à éclaircir les raisons du taux élevé de mortalité infantile. Il faudrait aussi à l'avenir encourager la recherche sur la façon dont certaines sociétés prolifiques arrivent à faire face aux problèmes de population, étant donné la pauvreté de leurs ressources et de leurs structures économiques et sociales. Cette recherche comporte un grand défi à l'échelle nationale.

Le changement d'orientation du Programme d'économie et de développement rural doit être encouragé, en ce qui a trait à la politique économique, y compris les questions industrielles, internationales et macro-économiques,

et en ce qui touche l'intérêt traditionnel pour les sujets relatifs au développement rural, souvent en coordination avec la Division des sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition. On pourrait peut-être entreprendre la recherche sur le développement rural dans le cadre de la question générale des interactions rurales-urbaines qui vraisemblablement seront plus marquées dans un certain nombre de PMA qui s'urbanisent rapidement. Ceci devrait aussi intéresser le Programme des études urbaines. Dans ce dernier, la recherche justifiée sur les services urbains aux pauvres pourrait être étendue à l'étude plus vaste des conditions de vie urbaine dans les grandes villes et les villes de taille moyenne, où la capacité locale d'adaptation aux changements démographiques accélérés accuse une lacune sérieuse.

Le Programme d'éducation constitue une classe à part et il est bon qu'on mette l'accent sur la qualité et en général sur la formation du capital humain. Il semble que le grand problème dans ce domaine soit de plus en plus celui d'apprendre à utiliser et à appliquer les résultats de la recherche éducationnelle. Dans l'avenir, des projets relatifs à d'autres programmes pourraient prendre aussi une place plus importante, comme l'éducation portant sur la population, la santé, l'environnement, les sciences et la technologie, la conservation de l'énergie, etc.

Le Programme de politique scientifique, technologique et énergétique est particulièrement bien conçu et dirigé et ses priorités générales devraient être maintenues. La tenue d'ateliers devrait se poursuivre et même être intensifiée dans les régions et les pays où des besoins urgents se sont sentir, étant donné que les ateliers sont des moyens puissants propres à sensibiliser les divers secteurs gouvernementaux et privés, les diverses professions, les

secteurs de la Fonction publique, etc., outre qu'ils offrent un cadre de développement pour les sujets scientifiques et technologiques. Il est bon de donner de l'importance à la recherche sur la formulation de politiques d'ordre général ou particulier (e.g. microélectronique, transfert de technologie, énergie en milieu rural). La plupart des pays de moindre importance, en dépit des recommandations des agences internationales, sont encore incapables de définir une politique scientifique et technologique et encore moins de lui allouer des ressources pour une stratégie à long terme. Dans bien des cas, l'appui de la Division peut devenir crucial et les connaissances acquises dans les divers domaines des programmes sont un grand avantage. Il semble aussi que le programme énergétique soit assez prometteur, car il met l'accent sur les sondages, les études de politique, l'énergie rurale et les problèmes particuliers comme la substitution du carburant. L'évaluation de la technologie, qui est sérieusement négligée dans les pays en développement, pourrait, dans l'avenir, recevoir un peu plus d'encouragement de la part du Programme de politique scientifique, technologique et énergétique.

Par l'intermédiaire des IRINR, la Division est en mesure de financer des projets qui revêtent une importance particulière pour une région donnée ou dans certaines circonstances, sans être pour autant susceptibles de devenir d'importants volets de programme. Il pourrait s'agir, par exemple, d'un appui spécial accordé en matière d'infrastructure au CODESRIA, au CLACSO et au Conseil des sciences sociales des Philippines, d'une aide aux sciences sociales dans le Cône Sud de l'Amérique latine et de projets particuliers (projets spéciaux concernant les institutions parlementaires au Pérou, etc.) qui n'entrent pas dans le cadre de programmes.

Avant d'accroître son aide dans un domaine, la Division demande normalement à des experts-conseils de s'assurer que le besoin est réel, ou charge des cadres supérieurs de préparer un important exposé dont on discutera au cours d'une réunion annuelle du personnel. De tels changements seraient également signalés dans le Programme des travaux et Budget.

La détermination des projets, et les critères sur lesquels on se fonde pour décider s'il y a lieu de les appuyer, comportent l'utilisation de plusieurs mécanismes au niveau du programme et de la Division, y compris l'étude des questions de politiques dans différents pays et l'évaluation de la capacité des institutions locales d'effectuer des recherches. (Veuillez vous reporter à l'annexe "F" pour un aperçu des comités divisionnaires actuels qui s'occupent de l'évaluation et de l'élaboration des volets de programmes.) Lorsque la capacité locale est faible et que la recherche est importante, des mesures peuvent être prises en vue d'accroître la capacité locale ou régionale des chercheurs et institutions soit par l'intermédiaire des activités de la Division, soit dans le cadre d'une coopération avec les autres unités du Centre.

Les mises à jour régulières concernant les projets en cours, les visites effectuées par le personnel dans les institutions, la mise à jour de la liste de personnes ressources, l'examen des rapports de voyage, la participation à des rencontres internationales, l'adhésion à des associations professionnelles et à des réseaux de recherche sont les moyens grâce auxquels des projets intéressants peuvent être déterminés et encouragés.

Outre les critères généraux utilisés par le Centre et le Conseil pour déterminer l'admissibilité des projets à l'aide du Centre, la Division tient compte des priorités nationales, de la possibilité de favoriser le développement et de réduire la pauvreté, de la formation en recherche ou de l'amélioration des aptitudes à la recherche et du maintien ou du développement de la capacité de recherche des institutions. D'autres critères généraux en matière de recherche (objectifs clairement définis, bonne méthodologie, volonté d'utiliser des ressources locales, etc.) sont censés faire partie intégrante de chaque projet.

Pour évaluer la qualité de la recherche financée, la Division cherche à déterminer l'utilité des connaissances acquises et leur application au problème faisant l'objet de la recherche, l'efficacité des solutions nouvelles et l'amélioration des programmes en cours, les possibilités d'application dans d'autres centres ou pays, et à voir si les résultats permettent la conduite de recherches plus poussées et plus concentrées sur le problème. Il est tout aussi important de s'assurer que les travaux de recherche ont amélioré les compétences des chercheurs que de déterminer si, oui ou non, l'appui accordé au projet a renforcé ou enrichi l'environnement général pour la conduite d'autres recherches en sciences sociales. Les projets sont rarement annulés, mais, dans certaines circonstances, cela peut s'avérer nécessaire.

Le Comité d'étude est convaincu que la Division utilise de bons mécanismes pour la sélection et l'évaluation des projets et ne recommande aucun autre changement que ceux préconisés dans les recommandations deux à six présentées ci-dessus. De même le Comité attire l'attention des Gouverneurs sur l'annexe "G", qui est une liste récente des publications de la Division et qui illustre quelques-uns des travaux exécutés par la Division.

Cependant, il y a deux questions connexes auxquelles le Comité d'étude accorde une certaine attention. Il y a d'abord l'utilisation des capacités des administrateurs de programme en poste dans les bureaux régionaux. Ensuite, il y a la nature de la formation des administrateurs de programme.

En ce qui concerne l'affectation des administrateurs de programme dans les pays en développement, le Comité d'étude est d'avis que cette façon de procéder comporte de nombreux avantages. Il y a une limite aux connaissances que l'administrateur de programme à Ottawa peut acquérir sur les besoins et les conditions de la recherche dans divers pays malgré ses nombreux déplacements, les visites effectuées dans les établissements, les rencontres avec des chercheurs sur le terrain ou à Ottawa, les informations recueillies grâce aux rapports de voyage, les documents sur les projets, les consultations, etc. La mission des administrateurs de programme sur le terrain est de faire connaître les problèmes, méthodes, conditions, besoins dans les régions et d'établir des relations plus étroites avec les établissements et les chercheurs afin de les encourager et de leur fournir des conseils. On estime qu'il n'est pas essentiel que les administrateurs de programme affectés dans les régions soient originaires de ces régions-là. Qu'ils le soient ou non, il y aura des avantages et des inconvénients. Parmi les plus importants facteurs à prendre en considération, il y a le respect que les chercheurs de la région auront pour l'administrateur, l'aptitude de l'administrateur à comprendre les besoins et problèmes régionaux et à s'y intéresser.

De même, l'administrateur de programme dans les régions se heurte à des difficultés. On pourrait mentionner entre autres la difficulté à

comprendre le vaste éventail d'activités que la Division pourrait entreprendre dans une région donnée (par exemple la question du généraliste et du spécialiste), le risque de ne pouvoir suivre les principales réalisations au niveau de la Division et des programmes à Ottawa, la possibilité d'une mauvaise coordination des activités et les difficultés qui pourraient surgir sur le plan des communications avec les chercheurs et les établissements. Ce manque de coordination et de communication touche les administrateurs de programme des régions et ceux d'Ottawa qui se déplacent beaucoup. Même avec la meilleure foi du monde, il peut encore y avoir de la confusion.

Même si l'affectation d'administrateurs de programme dans les régions peut comporter quelques difficultés techniques, le Comité d'étude, bien que conscient de l'importance du maintien d'un bon groupe d'administrateurs au niveau des programmes à Ottawa, favorise l'augmentation du nombre d'administrateurs affectés dans les régions, en encourageant peut-être un roulement entre ceux d'Ottawa et des bureaux régionaux.

Recommandation VII

La Division des sciences sociales devrait examiner les moyens d'accroître le nombre d'administrateurs de programme dans les bureaux régionaux, sans réduire pour autant son personnel au siège social.

La formation et l'expérience des administrateurs de programme constituent la seconde question. (Pour l'organigramme de la Division et la description des titres de son personnel, veuillez vous référer à l'annexe "C".) On est conscient du fait que, pour être très bien vus par les établissements

et chercheurs des pays en développement, les administrateurs de programme doivent être hautement qualifiés et pouvoir suivre de près les méthodes et réalisations dans leurs domaines. Le Comité d'étude a tout lieu de croire que, selon une politique antérieure implicite, il y aurait un roulement relativement régulier des administrateurs, ce qui permettrait l'introduction de professionnels récemment formés ou recyclés dans cette catégorie de personnel et le mandat des administrateurs de programme devrait être en principe bref. En fait, la durée du mandat semble être plus longue maintenant. Dans ces conditions, on doit s'assurer que les administrateurs de programme sont des professionnels de haut calibre. On pourrait y arriver par exemple en accordant aux administrateurs des congés sabbatiques de très courte durée, des quasi-congés sabbatiques, des congés sabbatiques partiels ou des congés sabbatiques prolongés, afin de leur permettre de participer à des programmes de formation, de suivre des cours universitaires, de prendre part à des projets de recherche en cours de réalisation (surtout dans les pays en développement), ou de leur permettre de réaliser des projets de recherche approuvés ou d'entreprendre des activités connexes susceptibles d'améliorer leurs aptitudes (c'est-à-dire détachement provisoire auprès d'une université, d'un établissement de recherche ou d'un autre organisme donateur). De toute évidence, il faudrait veiller en pareils cas à ce que de tels administrateurs soient liés par contrat au Centre.

On encourage le personnel professionnel à suivre de près les développements dans son domaine en dépouillant des publications et en entreprenant d'autres activités, comme par exemple la participation à des réunions.

Certains des professionnels ont également enseigné dans des universités locales. On invite aussi les personnels de soutien et administratif à suivre des cours dans des domaines qui intéressent leur unité. Leurs frais de scolarité leur seront remboursés par le Centre s'ils réussissent aux examens; les nouveaux cours touchent habituellement la comptabilité, la gestion, l'informatique, et les langues française et espagnole.

Il est très difficile pour le personnel professionnel d'effectuer des recherches comportant la collecte et l'analyse de données primaires tout en travaillant au CRDI. Cependant, les professionnels peuvent souvent rédiger des études sur l'état actuel des sciences ou faire des travaux de synthèse; c'est aux professionnels qu'il appartient de déterminer dans quelle mesure ils désirent poursuivre une carrière de chercheurs.

Recommandation VIII

Le Comité recommande que le Centre étudie, compte tenu de ses politiques et pratiques, les moyens de maintenir et d'améliorer la compétence des administrateurs de programme.

Initiative ou réaction

Le Comité d'étude a longuement réfléchi sur le rôle passif ou actif de la Division, à savoir dans quelle mesure elle reçoit passivement des demandes d'aide de pays en développement ou elle suscite des projets de recherche particuliers. En fait, la dichotomie de la réaction et de l'initiative est quelque peu trompeuse. Un stimulus provoque une réponse, laquelle engendre un stimulus, qui provoque à son tour une réaction dans une série d'événements dont les origines sont souvent obscures. Comme il a

été déjà précisé plus haut, un projet approuvé ou recommandé au Conseil peut résulter d'une demande directe adressée au Centre à Ottawa par un chercheur ou un établissement, résulter de l'action d'administrateurs de programme qui ont organisé un atelier régional ou international pour étudier les problèmes ou découler d'une activité comprise entre ces deux catégories.

En privilégiant la réaction plutôt que l'initiative et en agissant de façon discrète dans ses actions, la Division ne fait qu'interpréter la politique du Conseil et du Centre; cette attitude positive est admirable et devrait être maintenue. Le Comité d'étude estime cependant qu'étant donné la réputation du Centre et son travail, la Division devrait jouer un rôle plus direct là où il faut effectuer des recherches, mais les chercheurs ont peu de ressources et le monde de la recherche est fragile.

En pareilles circonstances, on devrait toujours s'efforcer de ne pas intervenir directement lorsque les chercheurs et le milieu deviennent plus solides et d'éviter scrupuleusement la dépendance vis-à-vis de la Division.

Recommandation IX

Lorsque les circonstances le justifient, la Division, fidèle à ses objectifs à long terme, devrait interpréter son mandat de manière à y inclure l'encouragement à la recherche dans les pays en développement.

Le Comité d'étude a examiné la priorité que le Conseil des gouverneurs accorde, depuis de nombreuses années, au concept de "capital de lancement". Selon ce concept, on appuie un projet afin de voir s'il mérite d'être appuyé ou maintenu par le CRDI même ou un autre organisme donateur, par le gouvernement

ou un de ses ministères, ou par tout autre mécanisme permettant la conduite de recherches présentant des possibilités utiles ou intéressantes. Le concept renferme également l'idée de s'engager à être le premier collaborateur d'un projet auquel d'autres sources peuvent accorder d'importantes sommes d'argent. Ou bien il peut tout simplement signifier qu'une recherche couronnée de succès est susceptible d'engendrer une série d'études complémentaires appuyées à l'aide d'un certain nombre de moyens ou de renforcer l'infrastructure de la recherche. Le capital de lancement est nécessairement un engagement à court terme de la part du donateur.

En général, par suite de sa nature, de son utilité et de son application, la recherche dans le domaine des sciences sociales n'est pas une activité à court terme. Souvent, pour mener à bien des travaux de recherche dans le domaine des sciences sociales, il faut consacrer de nombreuses années à la mise au point, à l'évaluation, à l'application ou à la diffusion. L'abandon d'attitudes et de pratiques non couronnées de succès est un long processus pour plusieurs raisons. Dans ce domaine, la recherche à court terme peut disparaître aussi rapidement qu'une flaque d'eau dans le Sahel. Des projets de recherche de trois ans ou d'une durée plus courte sont quelquefois tout ce qu'il faut pour résoudre un problème ou préparer un projet pour un autre donateur. Cependant, avant de porter fruit, la recherche en ce domaine demande en général une longue gestation et exige la formation des chercheurs. Il est également évident que le milieu de la recherche, notamment dans le domaine des sciences sociales, devient de plus en plus défavorable et que les fonds disponibles sont moins importants que par le passé.

L'aide à long terme aux scientifiques ou institutions s'intéressant aux sciences sociales dans les pays en développement suscite des problèmes.

Plus la Division affecte de fonds dans des projets à long terme, moins elle a de crédits pour la satisfaction des besoins nouveaux; le travail des chercheurs et institutions qui bénéficient de l'aide financière du CRDI à long terme peut être gravement perturbé lorsque les fonds sont réduits ou que l'aide cesse. Ceci pose un dilemme, car le Centre s'intéresse beaucoup plus à la constitution, à la permanence et au renforcement d'une base de gestion de la recherche dans les institutions, qu'aux recherches contractuelles à court terme qui ont souvent des effets néfastes; pourtant une très forte dépendance vis-à-vis du Centre doit être découragée. La Division se doit donc de maintenir une souplesse maximale pour répondre aux besoins tout en reconnaissant que la réalisation efficace de certains projets peut demander de nombreuses années de financement. De même, les engagements à court terme encouragent les chercheurs et les institutions à chercher d'autres sources de financement alors qu'une aide à plus long terme peut les rendre dépendants vis-à-vis du CRDI.

Recommandation X

Pour ce qui est de la planification de ses affectations et priorités, la Division des sciences sociales devrait viser à un équilibre entre l'aide à court terme et l'aide à plus long terme.

La coordination de la recherche en matière de développement international

Le Comité d'étude a pris note des efforts de la Division pour s'assurer que les chercheurs et spécialistes canadiens sont conscients des problèmes de développement qui existent dans les pays du Tiers-Monde et participent à leurs règlements, en fournissant une aide aux sociétés savantes

canadiennes intéressées. En effet, la Division a pris des mesures en vue d'évaluer l'utilité et les effets d'un tel appui. En fait, cette aide s'est avérée peu utile en raison de la nature des sociétés savantes participantes. La Division a maintenu à juste titre son aide, mais devrait demander une participation plus directe des sociétés ou étendre son aide à d'autres sociétés savantes susceptibles de participer davantage aux activités de la Division.

Les connaissances des spécialistes canadiens n'ont pas été fortement utilisées par la Division bien que la mise sur pied du Programme de coopération permette une plus grande utilisation des experts et ressources du Canada. On a fait appel aux spécialistes canadiens dans des cas bien particuliers (lorsque le personnel local ou d'un pays en développement n'était pas disponible) : par exemple, les visites de courte durée effectuées dans le cadre de projets, la participation à des réunions de planification de projets ou la rédaction, de concert avec les experts locaux, d'études régionales portant sur les priorités en matière de recherche.

La Division suit de près les activités des autres organismes donateurs, surtout lorsqu'ils sont sur le terrain et ont des bureaux régionaux, afin de s'assurer que toutes les possibilités de coordination sectorielles et régionales sont exploitées. Ceci se traduit par la réalisation de projets communs et la création de consortium de donateurs. La Division partage l'information avec d'autres organismes nationaux et internationaux et collabore avec ces derniers à l'élaboration de projets; un certain nombre de projets couronnés de succès ont été planifiés et coordonnés avec d'autres organismes. De même, l'élaboration de nouveaux secteurs ou thèmes de recherche a quelquefois comporté l'étude des activités d'autres donateurs et la conduite de discussions avec ces derniers. Dans certains domaines de recherche thématique, des comités de coordination composés de donateurs se rencontrent ou participent

à des groupes de travail tout en demeurant très conscients des dangers que le groupement peut avoir sur les initiatives régionales dans le domaine de la recherche.

De même, la Division a activement participé à la mise sur pied et au financement de réseaux régionaux et au partage des résultats de recherche par l'intermédiaire d'ateliers et de colloques permettant aux chercheurs, notamment ceux des pays du Tiers-Monde limitrophes, de se rencontrer et d'échanger des données sur l'avancement des travaux, sur les problèmes et les résultats

Il nous fait plaisir de constater que la Division des sciences sociales a élaboré des directives concernant le programme de coopération; le Comité considère que cette initiative vient à point, car elle permet de s'assurer le concours des spécialistes des sciences sociales du Canada et d'autres pays et d'encourager la coopération dans le domaine de la recherche sur les problèmes de développement entre les régions industrialisées et les régions en développement, et ce dans leur intérêt commun.

Recommandation XI

Conformément aux alinéas 4.(1) (a) et (d) de la Loi sur le CRDI, la Division devrait être encouragée à faire participer aux règlements des problèmes de recherche et de développement des chercheurs canadiens spécialistes des sciences sociales.

Succès et échecs

Aucune organisation décidée à appuyer, dans des domaines mal définis et aux méthodes diverses comme les sciences sociales, des projets innovateurs

dont les résultats sont aléatoires ne peut espérer obtenir que des succès. Cependant, le Comité d'étude estime que les succès dépassent de beaucoup les échecs et que les échecs ont été pour la plupart imprévisibles. Le succès est un concept intangible dans le contexte de la recherche en sciences sociales. Dans le cas d'une pondération superficielle, il est difficile de faire la distinction entre l'ambivalence et l'échec. Un résultat ambigu peut avoir des effets secondaires d'une portée incalculable comme le fait de susciter de l'intérêt chez les autres chercheurs, institutions ou organismes; il peut améliorer les aptitudes des chercheurs ou les sensibiliser davantage aux questions ou méthodes, ou contribuer de nombreuses façons au renforcement du milieu régional de la recherche. Il arrive que l'échec d'un projet soit dû à des facteurs sur lesquels la Division ou le Centre n'ont aucun moyen d'action.

La Division mentionne avec fierté les ateliers sur la politique technologique, les études sur la politique technologique dans les Caraïbes, les études des IPST (y compris leur contribution aux discussions de la CNUCED), le projet IMPACT et le RRAG. Au niveau national ou régional, il y a un nombre considérable d'exemples d'études qui ont permis la réalisation des objectifs du Centre.

En l'absence d'un appui institutionnel local convenable, le temps que l'administrateur de programme consacre à un projet est un facteur qui contribue parfois à la réalisation du projet en question. Il est incontestable que la charge de travail des administrateurs est lourde et que leur dévouement les pousse à utiliser au maximum leurs capacités. (Pour un aperçu de la charge de travail des administrateurs de programme, veuillez vous reporter à l'annexe "D".) Un employé professionnel qui participe à l'élaboration d'un projet a des aptitudes et intérêts différents de ceux d'une personne

qui surveille avec sympathie l'administration d'un projet en cours de réalisation et qui donne des conseils à ce sujet.

L'administrateur de programme ne possède pas toujours, au même degré, ces deux genres de compétences, mais l'insistance sur l'une ou l'autre de ces compétences, ou simplement l'apport du temps nécessaire au perfectionnement de l'une ou l'autre, peut faire toute la différence entre le succès et l'échec. Donner au rôle de l'administrateur de programme une nouvelle direction présente certains risques, mais les professionnels pensent qu'ils ne peuvent consacrer tout le temps voulu à la plupart des projets. La Division pourrait néanmoins augmenter le nombre d'adjoints administratifs capables de remplacer les administrateurs de programme dans l'exécution des activités administratives qui leur prennent le plus de temps.

Le Comité d'étude a tenté de déterminer si la Division devrait éviter d'entreprendre certains projets. En plus des domaines susmentionnés, qui exigent du doigté et une prudence certaine, les seuls domaines que la Division devrait éviter sont ceux qui nécessitent l'obtention de renseignements secrets ou l'identification voulue et l'appui de possibles chefs politiques au nom de la recherche en sciences sociales.

Le Comité d'étude n'a pas de recommandations particulières pour le moment, mais elle invite la Division à tenir compte des observations qui précèdent.

Contraintes relatives aux activités de la Division

A l'instar du Centre, la Division des sciences sociales a acquis une renommée des plus enviable grâce à son esprit d'innovation et de

créativité. Le Comité d'étude a cru important d'étudier les structures et les méthodes de la Division et du Centre, de même que les facteurs externes, susceptibles d'entraver les travaux en cours et d'en empêcher la poursuite.

Deux contraintes possibles ont déjà été mentionnées, soit l'importante charge de travail qui incombe aux administrateurs de programme - notamment le temps consacré aux voyages - et le peu d'occasion de se tenir au fait des recherches effectuées dans leurs disciplines respectives. Ces contraintes pourraient se relâcher quelque peu grâce à un nombre de priorités moins élevé, à une planification stratégique plus étendue, à de meilleures possibilités de perfectionnement et à une assistance dans les travaux d'ordre administratif.

Au fur et à mesure que le Centre prend de l'expansion, que le budget, le personnel, les activités et le nombre des bureaux régionaux augmentent, celui-ci pourra de moins en moins dépendre des contacts personnels entre les cadres des diverses divisions et l'administration centrale, ou encore des ententes verbales entre les divisions et l'administration pour assurer une communication efficace, une bonne coordination et une entente quant aux objectifs visés. Au premier abord, la bureaucratisation apparaît indispensable et une bureaucratie plus complexe au sein du Centre est sans doute le prix de son expansion. La Division seule ne peut régler les problèmes imputables à la bureaucratisation, à la coordination et à la communication au sein du Centre, tout comme elle ne peut régler sans aide les problèmes inhérents aux relations avec les organismes externes. Actuellement, dans le cadre de tout projet, si important qu'il soit, le bénéficiaire

restera en communication avec plusieurs services du Centre, notamment avec les bureaux régionaux. Le Centre aurait donc avantage, à ce stade de son expansion, à réviser ses méthodes internes et à les modifier si elles nuisent au développement, à la progression et aux résultats des programmes et des projets de recherche.

Recommandation XII

Vu l'expansion actuelle et future des principales divisions, le Centre devrait envisager une révision des processus de planification, de coordination et de communication en vue d'améliorer le contrôle et les résultats des projets de recherche.

Portée et utilité des activités de la Division

L'étude des activités de la Division, dans le cadre des objectifs du Centre, tels qu'ils sont énoncés dans la Loi sur le CRDI, incite le Comité d'étude à croire qu'elles se sont avérées utiles et bénéfiques.

Il est vrai que les décideurs ont tendance à ne pas tenir compte des résultats des recherches en sciences sociales, vu les changements rapides qu'amènent les crises économiques extérieures et les remaniements politiques internes; encore parce qu'ils ne sont pas disposés à attendre les résultats de recherches à long terme ou parce que la relation entre les résultats des recherches et ceux des politiques est généralement complexe. Néanmoins, les activités de la Division des sciences sociales ont permis de créer le milieu propice au traitement des questions, de renforcer la communauté scientifique du Tiers-Monde, d'améliorer le moral et la motivation des chercheurs locaux et de réduire la dépendance à l'égard des chercheurs étrangers ou de pays hautement industrialisés.

ou à l'égard de sommités en matière de recherche. L'existence d'institutions de recherche plus solides et de réseaux plus importants d'institutions et de chercheurs en est une preuve évidente.

Dans certains domaines, les travaux de la Division ne constituent - et ne constitueront probablement - qu'une faible partie de l'activité totale de recherche sur le Tiers-Monde tandis que, dans d'autres domaines, ses travaux ont sensiblement contribué à contrer l'analphabétisme, à favoriser l'économie et à mieux faire face aux pressions technologiques de l'extérieur de la collectivité. On a déjà fait mention, dans les premières pages du présent rapport, de quelques autres résultats positifs dont certains sont spécifiques.

L'avenir

L'appui qu'accorde la Division des sciences sociales à la recherche dans les pays en développement est plus important qu'il ne l'a jamais été au cours de la brève existence du Centre et cet état de choses devrait se poursuivre pendant les prochaines années et même plus longtemps encore. L'appui à la recherche en sciences sociales a décliné à l'échelle internationale et a sérieusement diminué dans plusieurs milieux de notre pays, et ce même si les questions d'ordre social et humain prédominent aujourd'hui et en dépit du fait que les questions d'ordre politique acquièrent plus d'importance. Il est très inquiétant de constater que la recherche est réduite dans des domaines susceptibles d'avoir un effet à long terme sur les résultats de problèmes profondément enracinés. Les besoins actuels épuisent déjà les ressources qui ne sont pas toutes financières, mais touchent également les attitudes, le personnel, les politiques et les infrastructures. Des changements sociaux rapides et l'augmentation des pressions sociales créent

un climat propice à l'adoption de solutions moins réfléchies. Les variables culturelles déjà mentionnées imposent la nécessité d'accorder une attention constante et permanente aux facteurs responsables des changements sociaux.

L'aide qu'apporte la Division à la recherche dans les pays en développement doit davantage être une aide professionnelle et non seulement financière; la Division doit fournir une vaste gamme de mécanismes d'aide, rester souple, consentir une aide à plus long terme sans toutefois accroître la dépendance des institutions, et enfin maintenir un niveau élevé de collaboration et de coordination entre la Division des sciences sociales, les autres divisions et l'administration du Centre.

Conclusion

Le Comité d'étude tient à souligner que, d'après l'examen poussé et prolongé des activités de la Division des sciences sociales, cette dernière exécute consciencieusement le mandat du Centre et applique de son mieux la politique et les directives du Conseil des gouverneurs étant donné les ressources mises à sa disposition. Le Conseil peut, à juste titre, être fier du travail accompli par la Division, ses cadres et ses employés, et doit inciter ceux-ci à poursuivre les activités en cours en tenant compte des recommandations du présent rapport.

Le Comité remercie de sa collaboration le directeur, la sous-directrice et les employés professionnels de la Division des sciences sociales, la plupart de ces derniers ayant rencontré des membres du Comité d'étude. Les employés de la Division ont facilité de leur mieux les activités du Comité. Nous avons

aussi rencontré d'autres cadres du Centre qui nous ont utilement conseillés.

Le présent rapport comporte quelques annexes qui permettront au Conseil des gouverneurs d'approfondir davantage certaines questions. Nous avons également joint au rapport une liste de documents disponibles sur demande, notamment la liste des questions posées à la Division par le président du Comité et les réponses officielles.

Présenté respectueusement par

Allison Ayida

David Lawless (président)

Rex Nettleford

Victor Urquidi

Août 1984

Annexe "A"

Brève description des programmes de la Division

La Division des sciences sociales dirige six programmes, soit:

le Programme de politique scientifique, technologique et énergétique (dont fait partie le Groupe de recherche sur l'énergie); le Programme d'économie et de développement rural; le Programme de recherche sur la population et le développement; le Programme de politique urbaine; le Programme d'éducation; et les Institutions de recherche internationales, nationales et régionales (IRINR).

Politique scientifique, technologique et énergétique

Cette partie du programme axée sur les sciences et la technologie s'intéresse à six domaines principaux, soit:

1. Les politiques sur la répartition des ressources aux fins de recherche en sciences et en technologie financent des études visant à déterminer comment les sociétés distribuent les ressources parmi des secteurs compétitifs; de quelle façon les projets sont définis, sélectionnés et financés au sein des systèmes d'aide à la science et à la technologie.
2. Les recherches agricoles et les progrès techniques sont axés sur la recherche visant à déterminer les coûts et rendements des transferts technologiques entre les instituts de recherche et les petits fermiers et paysans, les mécanismes permettant à ces derniers de faire connaître leurs besoins à la communauté scientifique, et la création et la diffusion de technologies pertinentes.

3. Les études sur la technologie à petite échelle visent à promouvoir l'examen plus poussé et synthétique de nombreuses études effectuées à l'échelle locale en vue de diffuser des données plus pertinentes.
4. Les progrès techniques et le secteur manufacturier constituent un thème important du programme. La portée des innovations en microélectronique est évaluée par l'intermédiaire d'un réseau international de chercheurs disséminés dans les principaux pays industrialisés du Tiers-Monde.
5. Les travaux relatifs aux progrès techniques, à l'emploi et à l'éducation sont axés sur la substitution technologique de la main-d'oeuvre et sur les progrès technologiques en milieu de travail. Le Programme d'éducation étudie également ces domaines. réunions sont prévues et d'autres ont été tenues en vue de définir les recherches qui s'imposent.
6. Les communications et la technologie de l'information financent des études relatives aux progrès technologiques et à leur incidence sur les modes de communication et les systèmes d'information.

Le Programme de recherche sur la politique énergétique compte quatre thèmes principaux, soit :

1. Des études sur l'énergie, notamment axées sur les régions rurales; il s'agit ici de synthétiser les résultats d'études visant à déterminer l'utilisation et l'approvisionnement de l'énergie dans les régions rurales.
2. L'évaluation technologique des sources d'énergie possibles et des systèmes de conversion. Cet élément de programme vise à promouvoir des recherches faisant autorité en vue de faciliter le choix parmi les différents systèmes de conversion de l'énergie, notamment aux fins d'utilisation dans les régions rurales.

3. Les études sectorielles et leur influence sur la demande d'énergie sont axées sur les politiques à court et à moyen termes concernant la gestion de l'offre et de la demande d'énergie dans divers secteurs, notamment dans les domaines du transport, du logement, de l'industrie et de la production alimentaire.
4. La planification énergétique et la politique de recherche portent notamment sur l'étude des diverses sources d'énergie possibles, sur les méthodes de planification de l'énergie et la répartition des ressources aux fins de recherche sur l'énergie.

Economie et développement rural

Ce programme est axée sur l'étude de quatre questions principales, soit:

1. L'analyse de la politique économique vise principalement la recherche sur les politiques agricoles et rurales, la recherche sur la politique industrielle, ainsi que la politique et la gestion macro-économiques.
2. Le secteur touchant l'entreprise en milieu rural et l'utilisation des ressources finance des études sur l'utilisation et le contrôle des ressources renouvelables ainsi que sur les droits qui s'y rattachent, les aspects socio-économiques de la recherche sur les systèmes agricoles et les petites entreprises non agricoles.
3. Les questions d'économie politique s'intéressent aux aspects fondamentaux de la structure sociale ainsi qu'à la répartition du pouvoir, des richesses et des revenus.
4. Le secteur de l'économie et du développement internationaux traite de deux domaines principaux, soit le commerce international et l'adaptation économique, et comprend également l'étude des entreprises transnationales.

Recherche sur la population et le développement

Ce programme est axé sur sept domaines de recherche :

1. La population et l'agriculture s'intéressent aux stratégies de développement et aux modèles de changement économique qui ont amené une migration rapide et importante des populations rurales vers les centres urbains, modifiant par là la demande dans le domaine de l'alimentation urbaine ainsi que la disponibilité de la main-d'oeuvre dans les régions rurales.
2. La population, la santé et le développement abordent la question quelque peu négligée des facteurs sociaux, économiques et culturels qui influencent la mortalité, notamment la mortalité infantile, ainsi que certaines maladies débilitantes importantes. La Division des sciences de la santé étudie également cette vaste question.
3. Les recherches touchant les établissements humains et le travail sont essentiellement axées sur l'évaluation de la colonisation planifiée et spontanée et sur les nouveaux modèles de peuplement humain dans le cadre général du développement social et économique.
4. Le secteur de la main-d'oeuvre contractuelle internationale vise à étudier le flux de la main-d'oeuvre internationale et son impact sur la balance des paiements des pays en cause ainsi que sur le développement à l'échelle locale dans les secteurs et les collectivités les plus touchés.
5. Le secteur de la fécondité et de la planification de la famille s'éloigne des études descriptives générales et traditionnelles sur la fécondité et la contraception pour s'intéresser à des recherches plus approfondies sur certaines collectivités qui sont ou se sont montrées peu intéressées aux programmes de planification de la famille.

6. Le programme de bourses national et régional s'est intéressé à plusieurs méthodes de formation en recherche, notamment par l'octroi de bourses aux niveaux national et régional, et par l'organisation d'ateliers sur la méthodologie de la recherche à court terme.
7. Deux nouveaux domaines de recherche portent d'une part sur les mouvements de réfugiés, et des travaux de consultation ont été entrepris en Afrique, et sur les besoins et les problèmes des personnes âgées qui font actuellement l'objet d'un projet en Asie.

Programme de politique urbaine

Ce programme appuie la recherche dans cinq domaines principaux :

1. La recherche sur les services urbains relatifs aux besoins fondamentaux tels le logement, le transport, l'hygiène, l'élimination des déchets, la sécurité, le soin des enfants et les loisirs.
2. La gestion de la croissance urbaine est axée sur l'analyse et le renforcement des établissements urbains.
3. Le domaine des relations urbaines-régionales s'intéresse à des études visant à évaluer le rôle des villes dans le développement national et régional.
4. Les stratégies d'adaptation des ménages consistent principalement en des micro-études à l'échelle familiale en vue de mieux comprendre les processus qui se déroulent au sein d'un système socio-économique important ainsi qu'à l'échelle internationale.
5. Dans le domaine urbain, d'autres études portent entre autres sur la production alimentaire croissante dans les villes, les politiques visant à réduire le chômage dans les villes ainsi qu'une meilleure compréhension de la situation de la main-d'oeuvre urbaine, en particulier grâce aux liens qui existent entre les secteurs d'emploi structuré et non structuré.

Programme d'éducation

Le programme d'éducation comprend huit domaines principaux :

1. L'enseignement pré-scolaire.
2. L'enseignement informel et l'éducation des adultes.
3. La qualité des enseignants et de l'enseignement.
4. L'éducation et le travail, domaine dont s'occupe également le Programme de politique scientifique et technologique.
5. Les femmes et le développement.
6. Les communications.
7. L'éducation, la société et l'Etat, et
8. L'apprentissage social, habituellement informel, non systématique et non planifié, donc non étudié.

Instituts de recherche internationaux, nationaux et régionaux (IRINR)

Ce programme vise trois objectifs : en premier lieu, renforcer les organismes de recherche régionaux et nationaux ainsi que les conditions de travail des chercheurs; en second lieu, financer les initiatives spéciales de la Division en matière d'aide aux institutions et, en troisième lieu, appuyer les activités de recherche qui semblent importantes dans un contexte régional mais qui touchent à des programmes existants, n'entrent pas vraiment dans l'un ou l'autre des programmes, ou les deux.

Répartition géographique des activités de la
Division selon les programmes, projets
et les dépenses - AF 1983-1984 .

Les présentes statistiques englobent les fonds du Programme de coopération et des IRINR.

Les projets qui bénéficient d'une subvention partielle d'une section sont attribués à la section qui administre le projet.

Figurent également les suppléments aux projets des années précédentes.

Section de l'économie et du développement rural - AF 1983-1984 (au 1^{er} mars 1984)

Nombre total de projets : 39

Suppléments : 4, 122 300 \$

Total des dépenses : 4 005 600 \$

(Total 1982-1983 : 3 379 950 \$)

Dépenses par projet : 102 700 \$

Gamme : 31 000 \$ - 450 000 \$

(D/P 1982-1983 : 112 700 \$)

Amérique latine et Antilles

Nombre total de projets : 12

Suppléments : 1, 5 000 \$

Dépenses par projet : 103 000 \$

Gamme : 54 300 \$ - 450 000 \$

(D/P 1982-1983 : 112 000 \$)

Total (région) : 1 234 600 \$

(Total 1982-1983 : 1 344 700 \$)

Afrique de l'Ouest

Nombre total de projets : 5

Suppléments : 1, 97 100 \$

Dépenses par projet : 61 260 \$

Gamme : 36 800 \$ - 87 900 \$

Total (région) : 306 300 \$

Afrique de l'Est

Nombre total de projets : 7

Dépenses par projet : 123 000 \$

Gamme : 31 800 \$ - 375 000 \$

Total (région) : 1 107 700 \$

(Total pour toute l'Afrique 1982-1983 : 699 200 \$ D/P : 74 400 \$)

Asie

Nombre total de projets : 12

Suppléments : 1, 3 200 \$

Dépenses par projet : 100 500 \$

Gamme : 31 500 \$ - 313 100 \$

(D/P 1982-1983 : 126 400 \$)

Total (région) : 1 206 500 \$

(Total 1982-1983 : 1 011 100 \$)

Moyen-Orient

Nombre total de projets : 2

Suppléments : 1, 17 000 \$

Dépenses par projet : 54 250 \$

Gamme : 41 800 \$ - 66 700 \$

Total (région) : 108 500 \$

(Total 1982-1983 : 0)

Global

Nombre total de projets : 2, 114 500 \$

(Total 1982-1983 : 325 000 \$ D/P : 325 000 \$)

Section de la population - AF 1983-1984 (au 1^{er} mars 1984)

Nombre total de projets : 21

Total des dépenses : 2 282 100 \$

(Total 1982-1983 : 1 937 000 \$)

Dépenses par projet : 108 700 \$

Gamme : 12 500 \$ - 243 000 \$

(D/P 1982-1983 : 121 000 \$)

Amérique latine et Antilles

Nombre total de projets : 5

Dépenses par projet : 125 000 \$

Gamme : 36 400 \$ - 321 700 \$

(D/P 1982-1983 : 108 400 \$)

Total (région) : 625 500 \$

(Total 1982-1983 : 758 700 \$)

Afrique de l'Ouest

Nombre total de projets : 1

Dépenses : 97 500 \$

Afrique de l'Est

Nombre total de projets : 5

Dépenses par projet : 72 700 \$

Gamme : 38 000 \$ - 135 000 \$

Total (région) : 363 500 \$

{Total pour toute l'Afrique 1982-1983 : 694 100 \$ D/P : 138 800 \$}

Asie

Nombre total de projets : 8

Dépenses par projet : 141 800 \$

Gamme : 38 500 \$ - 272 000 \$

(D/P 1982-1983 : 119 700 \$)

Total (région) : 1 135 300 \$

(Total 1982-1983 : 369 200 \$)

Moyen-Orient

Nombre total de projets : 2

Dépenses par projet : 30 150 \$

Gamme : 12 500 \$ - 47 800 \$

(D/P 1982-1983 : 125 000 \$)

Total (région) : 60 300 \$

(Total 1982-1983 : 125 000 \$)

Section de la politique urbaine - AF 1983-1984 (au 1^{er} mars 1984)

Nombre total de projets : 22

Total des dépenses : 1 129 500 \$

(Total 1982-1983 : 1 126 900 \$)

Dépenses par projet : 51 300 \$

Gamme : 9 800 \$ - 154 000 \$

(D/P 1982-1983 : 54 900 \$)

Amérique latine et Antilles

Nombre total de projets : 6

Dépenses par projet : 61 600 \$

Gamme : 30 500 \$ - 97 300 \$

(D/P 1982-1983 : 105 900 \$)

Total (région) : 369 400 \$

(Total 1982-1983 : 423 500 \$)

Afrique de l'Ouest

Nombre total de projets : 1

Dépenses : 64 500 \$

Afrique de l'Est

Nombre total de projets : 4

Dépenses par projet : 28 200 \$

Gamme : 9 800 \$ - 45 300 \$

Total (région) : 112 600 \$

(Total pour toute l'Afrique 1982-1983 : 319 000 \$ D/P : 105 900 \$)

Asie

Nombre total de projets : 9

Dépenses par projet : 52 900 \$

Gamme : 16 300 \$ - 154 000 \$

(D/P 1982-1983 : 54 900 \$)

Total (région) : 475 900 \$

(Total 1982-1983 : 384 400 \$)

Moyen-Orient

Nombre total de projets : 2

Gamme : 40 000 \$ - 67 000 \$

Total (région) : 107 000 \$

Total 1982-1983 : 0)

Section de la politique scientifique et technologique - AF 1983-1984 (au 1^{er} mars 1984)

Nombre total de projets : 26	Suppléments : 7, 72 600 \$
Total des dépenses : 2 022 500 \$	
(Total 1982-1983 : 2 042 200 \$)	
Dépenses par projet : 77 800 \$	Gamme : 13 800 \$ - 570 000 \$
(D/P 1982-1983 : 113 500 \$)	

Amérique latine et Antilles

Nombre total de projets : 12	Suppléments : 1, 19 900 \$
Dépenses par projet : 90 800 \$	Gamme : 13 800 \$ - 452 500 \$
(D/P 1982-1983 : 123 900 \$)	
Total (région) : 1 089 000 \$	
(Total 1982-1983 : 1 115 300 \$)	

Afrique de l'Ouest

Nombre total de projets : 2	
Dépenses par projet : 25 000 \$	Gamme : 25 000 \$ - 25 300 \$
Total (région) : 50 300 \$	

Afrique de l'Est

Nombre total de projets : 6	Suppléments : 1, 10 000 \$
Dépenses par projet : 33 700 \$	Gamme : 10 000 \$ - 85 000 \$
Total (région) : 202 000 \$	
(Total pour toute l'Afrique 1982-1983 : 619 100 \$ D/P : 103 200 \$)	

Asie

Nombre total de projets : 4

Suppléments : 3, 42 700 \$

Dépenses par projet : 26 600 \$

Gamme : 13 900 \$ - 63 700 \$

(D/P 1982-1983 : 63 000 \$)

Total (région) : 106 400 \$

(Total 1982-1983 : 189 000 \$)

Global

Nombre total de projets : 2

Dépenses par projet : 323 300 \$

Gamme : 76 600 \$ - 570 000 \$

Total global : 646 600 \$

(Total 1982-1983 : 118 800 \$)

(Les chiffres pour 1982-1983 incluent l'énergie)

Section de la politique sur l'énergie - AF 1983-1984 (au 1^{er} mars 1984)

Nombre total de projets : 6

Dépenses par projet : 83 400 \$

Gamme : 28 800 \$ - 97 200 \$

Total des dépenses : 500 000 \$

Amérique latine et Antilles

Nombre total de projets : 3

Dépenses par projet : 95 700 \$

Gamme : 94 000 \$ - 96 300 \$

Total (région) : 287 100 \$

Afrique de l'Est

Nombre total de projets : 1

Total (région) : 97 200 \$

Moyen-Orient

Nombre total de projets : 1

Total (région) : 28 800 \$

Asie

Nombre total de projets : 1

Total (région) : 87 000 \$

Les projets sur l'énergie exécutés jusqu'à 1982-1983 figurent sous la rubrique
Section de la politique scientifique et technologique.

Crédits des Instituts de recherche internationaux, nationaux et régionaux (IRINR) -
AF 1983-1984 (au 1^{er} mars 1984)

Nombre total de projets : 14

Total des dépenses : 2 151 200 \$

(Total 1982-1983 : 874 800 \$)

Dépenses par projet : 134 000 \$

Gamme : 11 300 \$ - 477 000 \$

(D/P 1982-1983 : 145 800 \$)

Amérique latine et Antilles

Nombre total de projets : 6

Dépenses par projet : 186 600 \$

Gamme : 30 000 \$ - 448 500 \$

(D/P 1982-1983 : 169 500 \$)

Total des dépenses : 1 119 500 \$

(Total 1982-1983 : 1 678 000 \$)

Afrique de l'Est

Nombre total de projets : 4

Dépenses par projet : 78 200 \$

Gamme : 11 300 \$ - 239 000 \$

Total (région) : 312 600 \$

(Total pour toute l'Afrique 1982-1983 : 166 300 \$ D/P : 83 200 \$)

Asie

Nombre total de projets : 2

Dépenses par projet : 63 000 \$

Gamme : 57 700 \$ - 92 000 \$

Total des dépenses : 149 700 \$

(Total 1982-1983 : 30 500 \$)

Global

Nombre total de projets : 2

Gamme : 92 500 \$ - 477 000 \$

Total des dépenses : 569 500 \$

(Total 1982-1983 : 0)

* Les chiffres du programme IRINR figurent sur les listes des sections de la Division et paraissent dans le présent document pour indiquer la répartition des fonds dans les régions.

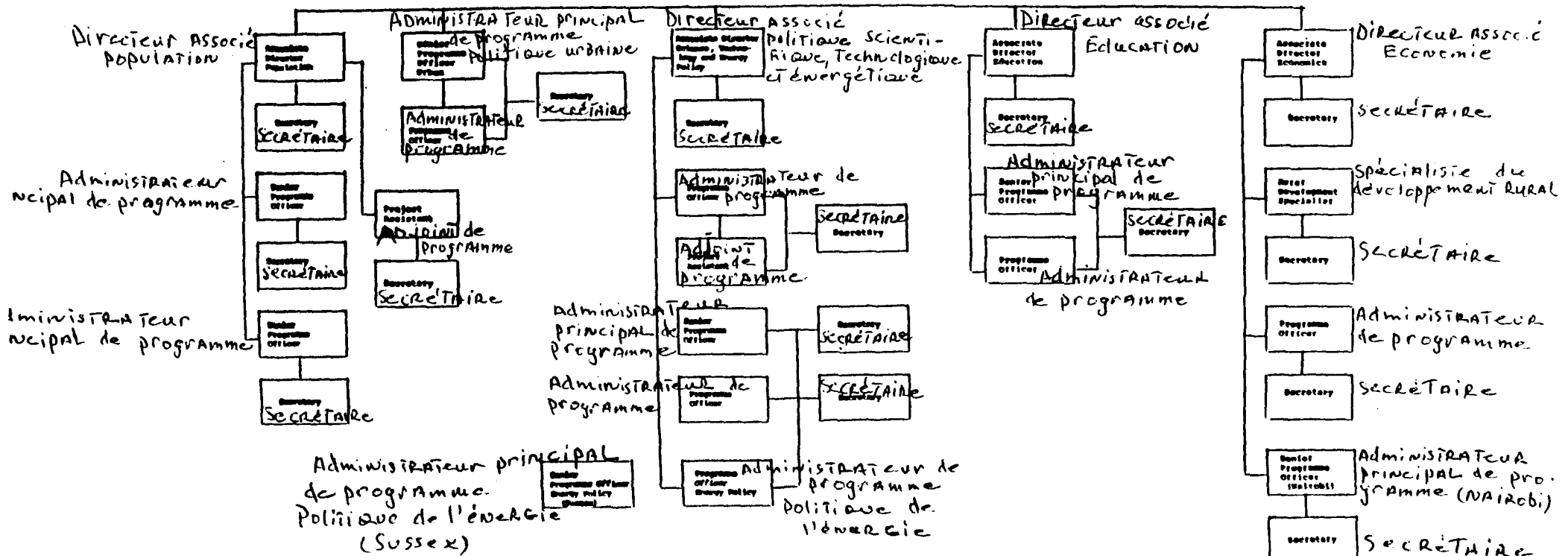
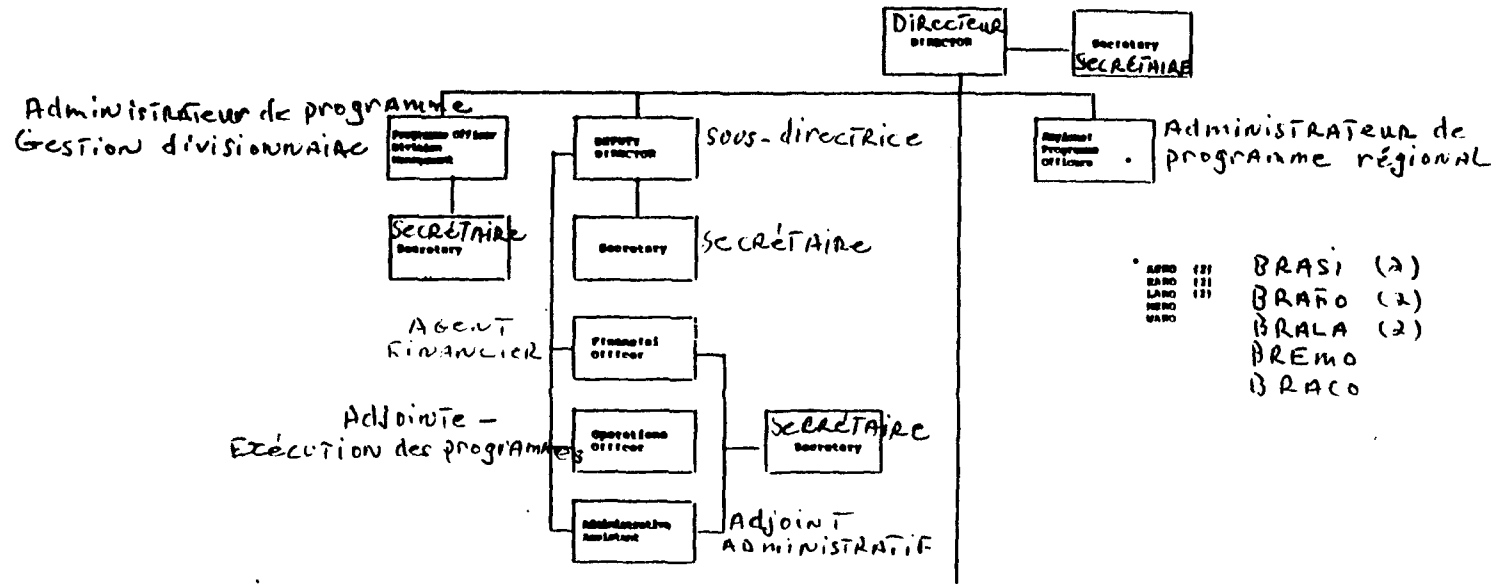
Annexe "C"

Organigramme et brefs exposés sur les employés

de la Division

Organigramme

- SOCIAL SCIENCES DIVISION - ORGANIZATION CHART
Division des Sciences Sociales ORGANIGRAMME
August 31, 1984



Brefs exposés sur les employés
de la Division

David W. STEEDMAN, directeur. M. Steedman a obtenu un Ph. D. en littérature française de l'Université Yale, en 1966. Depuis, il a enseigné à l'Université de Chicago et à l'Université McGill. Il a occupé les postes de vice-doyen de la Faculté des Arts à l'Université McGill et de directeur des études au Conseil canadien de recherches sur les humanités (maintenant connu sous le nom de Fédération canadienne des études humaines) jusqu'à sa nomination au poste de directeur de la Division des sciences sociales, en décembre 1978.

Suzanne MOWAT, sous-directrice. Madame Mowat a obtenu en 1965 un baccalauréat ès arts à l'Université de la Colombie-Britannique et, par la suite, sa Permanent Basic Teaching Certification (C.-B.). Elle a maintes fois agi à titre d'expert-conseil auprès de l'UNESCO en Extrême-Orient dans le domaine de l'éducation, ainsi que dans le cadre de programmes d'éducation aux Pays-Bas et en Allemagne de l'Ouest. Avant d'entrer au CRDI, Mme Mowat a dirigé plusieurs projets de recherche en éducation pour l'OCDE à Paris, ainsi qu'effectuer des recherches au sein du ministère de l'Education; pour la ville de Toronto.

Daniel Antonio MORALES-GOMEZ, administrateur de programme - Gestion divisionnaire. M. Morales-Gomez a récemment obtenu son Ph. D. en planification éducationnelle à l'Université de Toronto (OISE). M. Morales-Gomez a à plusieurs reprises agi à titre d'expert-conseil pour le Programme d'éducation. Il a fait partie du comité de planification stratégique de l'Ontario Institute for Studies in Education et a rempli les fonctions de secrétaire général et de président des études à l'Université catholique de Valparaiso, au Chili. Il a également participé à plusieurs projets d'études en éducation en Amérique latine.

Alan B. SIMMONS, directeur associé, Programme de recherche sur la population et le développement. M. Simmons a obtenu une maîtrise en sociologie de l'Université de la Colombie-Britannique ainsi qu'un Ph. D. en sociologie et en démographie de l'Université Cornell en 1970. Avant d'occuper le poste de directeur associé, il a enseigné (à titre de professeur invité) au Centre latino-américain de démographie (CELADE) des Nations Unies à Santiago, au Chili, de même qu'au Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université York à Toronto. M. Simmons a également occupé pendant un an (1980-1981) les postes de chercheur invité et de directeur de cours au Département de démographie de l'Université de Montréal. Il a en outre souvent été mandaté comme expert-conseil et il a rédigé plusieurs ouvrages et articles.

Shirley B. SEWARD, administratrice principale de programme - Programme de recherche sur la population et le développement. Madame Seward est titulaire d'un baccalauréat en éducation de l'Université McGill ainsi que d'une maîtrise en affaires internationales de l'Université Carleton, à Ottawa, en 1975. Avant d'entrer au Centre en 1976, elle a travaillé pour le Service universitaire canadien outre-mer à la Barbade et dans d'autres parties des Antilles.

Carol Vlassoff, administratrice principale de programme - Programme de recherche sur la population et le développement. Madame Vlassoff a obtenu son Ph. D. en sciences économiques et en démographie à l'Université de Poona, en 1978. Elle a occupé le poste d'administratrice de recherche au ministère de la Santé publique de la Saskatchewan ainsi que d'autres postes d'administration et de recherche avant de travailler au Centre.

Mark FARREN, coordonnateur de la recherche méthodologique sur la population, la santé et le développement. M. Farren a obtenu une maîtrise en sciences (démographie) à l'Université de Montréal, en 1978. Il a occupé les postes de

chargé de cours au Département de démographie de l'Université de Montréal, de chercheur à la Australian National University et de chercheur associé au Centre latino-américain de démographie des Nations Unies à Santiago.

Yue-man YEUNG, directeur associé - Programme de politique urbaine. M. Yeung a obtenu un Ph. D. en géographie à l'Université de Chicago en 1972. Il a occupé les postes d'énumérateur-chef dans le cadre du recensement de la ville de Hong-Kong en 1961 et de chargé de cours en géographie à l'Université de Singapour. Il a, préalablement à son entrée au Centre en 1975, coordonné dans le sud-est de l'Asie une étude, financée par le CRDI, sur les logements à prix modique à laquelle ont participé huit nations.

François BELISLE, administrateur de programme - Programme de politique urbaine. M. Bélisle a récemment obtenu un Ph. D. en géographie de l'Université de Georgie. Il a travaillé à titre d'expert-conseil dans le cadre de projets de recherche sur l'environnement et a oeuvré considérablement en Amérique latine et dans les Antilles.

Steven LANGDON, directeur associé - Programme d'économie et de développement rural. M. Langdon est titulaire d'un Ph. D. en sciences politiques de l'Université de Sussex en 1976. Il a occupé les postes de chargé de cours à l'Université McGill et de professeur à l'Université Carleton avant de se joindre au Centre en 1982.

David J. KING, spécialiste en développement rural - Programme d'économie et de développement rural. M. King est titulaire d'un Ph. D. en économie agricole de l'Université du Wisconsin. Il a enseigné à l'Université d'Ife au Nigeria et au Land Tenure Center (Université du Wisconsin). M. King a souvent agi à titre d'expert-conseil et occupé plusieurs postes à ce même titre, en Afrique et en Asie, notamment à l'Agrarian Reform Institute (Université des Philippines)

et au ministère éthiopien de la Réforme agraire et de l'Administration avant de se joindre au Centre en 1981.

David GLOVER occupe depuis septembre 1982 le poste d'administrateur de programme dans le cadre du Programme d'économie et de développement rural. Cette même année, il obtenait un Ph. D. en économie politique de l'Université de Toronto. Sa thèse s'intitulait: "Contract farming and the Trans-nationals". M. Glover a surtout poursuivi ses recherches en Amérique latine.

Sheldon F. SHAEFFER, directeur associé - Programme d'éducation. M. Shaeffer a obtenu un Ph. D. en éducation au service du développement international à l'Université de Standord en 1979. Il a fait partie du Corps des volontaires de la paix en Malaisie, donné des cours à l'Université de Pattimura (Indonésie) et travaillé à titre d'administrateur de programme (éducation) à la Fondation Ford, avant d'entrer au CRDI en 1981.

Nelly Penalosa STROMQUIST, administratrice principale de programme - Programme d'éducation. Madame Stromquist a une maîtrise en sciences politiques et un Ph. D. en éducation avec concentration en sociologie de l'Université de Stanford (1975). Elle a fait des recherches en planification participative, sur l'efficacité des enseignants, les innovations en éducation, sujets sur lesquels elle a publié. Elle a enseigné et agi à titre d'expert-conseil en recherche et planification auprès du ministère de l'Education au Pérou, et à titre d'associé de recherche au Stanford Center for Research on Teaching.

Anne K. BERNARD, administratrice de programme - Programme d'éducation. Madame Bernard a obtenu un doctorat en éducation de l'Université de Toronto (OISE) en 1981. Elle a travaillé dans le cadre de plusieurs projets de recherche en éducation et a notamment effectué pendant trois ans des recherches en Thaïlande. Elle a occupé le poste de coordonnatrice du Projet sur l'éducation des adultes et les femmes, mis sur pied par le Conseil international d'éducation des adultes à Toronto et a en outre rempli les fonctions d'expert-conseil auprès de la Division avant de se joindre au Programme d'éducation en 1982.

Anthony D. TILLET, directeur associé - Programme de recherche sur la politique scientifique et technologique. M. Tillett a obtenu une maîtrise à l'Université d'Essex en 1966 et il a poursuivi des études supérieures à l'Université du Wisconsin. Il a une vaste expérience de l'Amérique latine. Il a travaillé au Mexique de 1968 à 1977, soit jusqu'à son entrée au Centre. Il a surtout oeuvré dans les domaines de l'analyse commerciale et économique, de l'administration et de la planification.

Amitav RATH, administrateur principal de programme - Programme de recherche sur la politique scientifique et technologique. M. Rath est ingénieur et il a obtenu un Ph. D. en recherches opérationnelles et en étude des systèmes à l'Université de Berkeley en 1974. Il a enseigné et effectué des recherches à l'Institut de gestion de Delhi; il a également enseigné à l'Université de Virginie et travaillé pour la Banque mondiale à titre d'expert-conseil. M. Rath s'est joint au Groupe de recherche sur la politique scientifique et technologique en 1981.

Hartmut KRUGMANN, administrateur de programme - Programme de recherche sur la politique scientifique et technologique. M. Krugmann a fait des études de physique à Zurich, obtenu un Ph. D. en recherche sur l'énergie et études de politique en génie à l'Université de Princeton. Il a été professeur et chercheur en politique de l'énergie et en études de l'environnement au Brésil, plus précisément à l'Université de Sao Paulo et à l'Université fédérale de Rio de Janeiro. M. Krugmann s'est joint au Centre en 1983.

Eva M. RATHGEBER, administratrice de programme - Programme de recherche sur la politique scientifique et technologique. Madame Rathgeber s'est jointe au Centre en 1982 et a obtenu cette même année un Ph. D. à la State University de New York. Elle a travaillé dans le domaine de la diffusion des connaissances

dans les pays en développement. Avant d'entrer au Centre en 1982, elle était maître de recherches au Centre d'études sur les pays en développement de l'Université McGill où elle étudiait le transfert de la technologie médicale canadienne au Kenya. Elle a vécu et enseigné au Nigeria et au Kenya.

Andres PEREZ, coordonnateur de projets - Programme de recherche sur la politique scientifique et technologique. M. Perez travaille actuellement à la préparation de son doctorat en administration publique et en sciences politiques à l'Université Carleton. Avant de se joindre au Groupe de recherche sur la politique scientifique et technologique à titre de coordonnateur, M. Perez travaillait comme chercheur pour le Central American Institute of Business (INCAE) à Managua, et il a ensuite occupé le poste de directeur du Nicaraguan Institute of Public Administration. M. Perez a également donné des cours en sciences politiques à l'Université Carleton.

Jamieson A. CAMPBELL, adjoint de programme - Programme de recherche sur la politique scientifique et technologique. M. Campbell a obtenu sa maîtrise en affaires internationales à l'Université Carleton en 1980. Avant son entrée au CRDI en 1980, il a travaillé comme expert-conseil en recherche pour l'Institut Nord-Sud, comme adjoint de projet pour Oxfam Canada et comme expert-conseil pour l'Inter-Church Fund for International Development.

Elwood A. PYE, administrateur régional de programme - Bureau régional de Singapour. M. Pye a une maîtrise en anthropologie de l'Université de Pennsylvanie (1971) ainsi qu'une maîtrise en affaires internationales de l'Université Carleton (1976). Avant d'être affecté au Bureau de Singapour en 1980, il a été pendant quatre ans adjoint du directeur de la Division des sciences sociales. M. Pye avait auparavant rempli les fonctions de directeur adjoint du Centre de données des Sciences sociales (Ottawa) et d'expert-conseil en matière de publications destinées à l'étranger (Asie) pour la maison d'édition McGraw-Hill.

H. Dean NIELSEN, administrateur régional de programme - Bureau régional de Singapour. M. Nielsen a obtenu un Ph. D. en éducation comparative et en éducation au service du développement international à l'Université de Stanford en 1976 ainsi qu'un doctorat en études internationales à l'Université de Stockholm en 1977. Avant de se joindre au CRDI en 1983, M. Nielsen administrait en Indonésie un projet d'auto-apprentissage pour l'AID. Il possède une expérience poussée de la recherche et du développement en matière d'éducation en Asie et en Amérique latine.

Andrew M. WATSON, administrateur régional de programme - Bureau régional pour le Moyen-Orient (Le Caire). Le professeur Watson est un ancien boursier Rhodes qui connaît à fond la région du Moyen-Orient. En plus d'avoir fait carrière comme professeur au Département d'économie politique de l'Université de Toronto, il a travaillé pour l'ICARDA en Syrie, en Egypte et au Soudan; il a également conseillé le gouvernement jordanien en matière de planification économique et fait partie d'une Commission royale canadienne sur les prévisions économiques pour le Canada.

Michael G. COSTELLO, administrateur régional de programme - Bureau régional pour l'Amérique latine et les Antilles (Bogota). M. Costello a obtenu une maîtrise en sciences politiques et en études africaines à la Humboldt State University en 1974 ainsi qu'une maîtrise en affaires internationales à l'Université Carleton en 1979. Avant son arrivée au CRDI en 1978, il a occupé le poste d'administrateur de projet à la Fondation canadienne contre la faim et celui de chercheur à l'Institut des études africaines à l'Université du Ghana.

Mario Julio TORRES Adrian, administrateur régional de programme - Bureau régional pour l'Amérique latine et les Antilles (Bogota). M. Torres a obtenu un Ph. D. en sociologie et en démographie sociale à l'Université du Texas en 1976. Il a quitté son poste de professeur agrégé à la Pontificia Universidad Catolica del Peru, pour entrer au Centre en 1983. Il possède plus de dix années d'expérience dans les domaines de la recherche socio-économique et de la planification du développement en milieu rural en Amérique centrale et en Amérique du Sud.

Sidiki P. COULIBALY, administrateur régional de programme - Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (Dakar). M. Coulibaly a obtenu une maîtrise en sociologie à l'Université Cornell ainsi qu'un Ph. D. en démographie à l'Université de Montréal en 1978. Il a depuis fait partie de plusieurs comités et poursuivi des activités de recherche en Afrique de l'Ouest. Avant son arrivée au Centre en 1983, il a occupé le poste d'associé scientifique dans le cadre de la World Fertility Survey (Londres). Il a également rempli les fonctions de coordonnateur national au sein du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et fait partie de quelques comités de l'Institut du Sahel et du CILSS.

John A. NKINYANGI, administrateur régional de programme - Bureau pour l'Afrique de l'Est (Nairobi). M. Nkinyangi a obtenu son Ph. D. à l'Université de Stanford en 1980. Il a travaillé pour l'UNESCO dans le domaine de la recherche sur les communications. Il a été maître de recherche à la SID, à l'Université de Nairobi, et expert-conseil à la Banque mondiale avant d'entrer au Bureau régional en 1984.

Jeffrey C. FINE, administrateur principal de programme - Bureau pour l'Afrique de l'Est (Nairobi). M. Fine a obtenu une maîtrise en économie (M. Ph.) à l'Université de Londres. Il a commencé à travailler dans le cadre du Programme d'économie et de développement rural en 1979 et s'est joint au bureau régional en 1983. M. Fine a occupé les postes suivants: économiste à la Division des programmes internationaux du ministère des Finances, analyste au Conseil du Trésor, économiste au ministère de l'Expansion de l'Ile-du-Prince-Edouard, conseiller au ministère des Finances et de la Planification au Kenya, et volontaire pour le Service universitaire canadien outre-mer, au Nigeria.

Andrew BARNETT, administrateur principal de programme - Institute of Development Studies, Université de Sussex (R.-U.). M. Barnett a obtenu une maîtrise en économie du développement à l'Université de Sussex en 1970. Il est entré au Centre en 1977 et travaille dans le cadre du Programme de politique énergétique et du Programme de politique scientifique et technologique. Il est expert-conseil auprès de plusieurs organismes de développement tels l'APD, le SIDA et la FAO. Son travail au Centre consiste à organiser et à orienter le Programme de recherche sur la politique énergétique.

Ashok Valji DESAI, coordonnateur - Groupe de recherche sur l'énergie. M. Desai a obtenu un Ph. D. en économie à l'Université de Cambridge en 1963. Il a depuis travaillé à titre d'économiste professionnel dans l'industrie, a occupé le poste de directeur du Département d'économie de la University of South Pacific, a collaboré aux travaux de la Science Policy Research Unit à l'Université de Sussex, et a également travaillé comme expert-conseil pour le National Council of Applied Economic Research à New Delhi. Il s'est joint au Centre en 1983.

Ralph D. TORRIE, coordonnateur adjoint - Groupe de recherche sur l'énergie.
M. Torrie détient un baccalauréat en physique de l'Université de Waterloo.
Il a travaillé à titre de chercheur, d'analyste de politique et d'expert-conseil pour nombre d'organismes-conseils ressources et de ministères du gouvernement depuis 1976. Il est entré au Centre en 1984.

Anne SIMPSON, adjointe de recherche - Groupe de recherche sur l'énergie.
Madame Simpson a obtenu un baccalauréat avec distinction en études environnementales à l'Université de Waterloo en 1980. Avant de se joindre, cette année, au Groupe de recherche sur l'énergie, elle a occupé le poste de planificatrice des systèmes d'énergie à Canadian Energy Development Systems International.

Clara TORRES-ORR, agent d'exécution des programmes - Division des sciences sociales. Madame Torres-Orr compte obtenir bientôt son diplôme en administration des affaires. Elle a travaillé pour la Banque Royale du Canada à Cali, en Colombie, pour la Fondation Rockefeller et pour la Universidad del Valle à Cali avant son arrivée à la Division en 1975.

Melinda GLOCKLING, adjointe administrative - Division des sciences sociales. Mme Glockling a obtenu un baccalauréat en anglais à l'Université Queen's et a suivi des cours post-universitaires au Trinity College (Dublin) avant de se lancer dans l'étude des affaires en 1978. Elle a travaillé comme secrétaire et comme directrice commerciale avant son arrivée au Centre en 1978.

PERSONNEL DE SOUTIEN: La Division compte dix-sept secrétaires parmi lesquelles treize ont fait des études post-secondaires et six au moins possèdent un premier diplôme universitaire. Dix des secrétaires travaillent dans deux langues et sept connaissent trois langues ou plus.

Annexe "D"

Nombre réel des projets actifs par administrateur de programme par
année financière 1978 - 1983

ANNÉE	PROGRAMMES	NOMBRE	PROJETS ACTIFS PAR
FINANCIÈRE	ACTIFS	D'ADMINISTRATEURS	ADMINISTRATEUR DE
	CUMULATIFS	DE PROGRAMME	PROGRAMME

Une étude des dossiers de voyage révèle que les directeurs et les administrateurs de programme ont passé environ 100 jours par année sur le terrain.

Annexe "E"

Contrôle interne du budget de la Division

La fonction de planification et de contrôle budgétaires (PCB), à la Division des sciences sociales, est un processus cyclique systématique qui s'étend sur tout l'exercice financier et qui permet à la Division d'évaluer les ressources et les besoins administratifs et financiers du programme, de contrôler et de surveiller l'utilisation des ressources disponibles comme de prévoir et de planifier les crédits et la croissance du personnel conformément aux lignes directrices du Centre.

La PCB se situe à deux niveaux liés entre eux : la gestion de la Division et les sections de programme. Au niveau des programmes, chacun des directeurs associés est responsable de la préparation de la demande annuelle de crédits au titre du PTB (Programme des Travaux et Budget), de la préparation des plans et prévisions quadriennaux ainsi que de la planification et du contrôle du budget affecté au programme en fonction des priorités de la Division et des calendriers d'affectation de crédits. Au niveau de la gestion de la Division, l'agent financier est directement responsable de la surveillance continue des affectations au titre des programmes et des services administratifs. Les cadres supérieurs, de concert avec les directeurs associés, sont responsables de la surveillance et de l'évaluation continue des crédits de la Division, de la planification et de la coordination financière stratégique comme de la préparation du PTB.

Le contrôle financier régulier des programmes et des opérations de gestion de la Division comporte une interaction ininterrompue avec les autres divisions de programme du Centre, avec le BPE, le Bureau du Secrétaire et le CGT.

Annexe "F"Description des comités de division

Il y a, en tout temps, au sein de la Division, un certain nombre de comités actifs. Ils sont la plupart du temps créés pour étudier une question particulière ou en raison de circonstances ou de situations spéciales. Le comité est habituellement dissous lorsque le problème est résolu ou que la situation est rétablie. Ces comités se composent en général d'un petit groupe de membres permanents qui s'intéressent particulièrement au sujet à l'étude et la participation est souple. Au cours d'une année, la plupart des membres de la Division auront participé à un ou plusieurs comités.

Les comités actifs à l'heure actuelle sont les suivants :

Le comité consultatif de recherche sur la femme (CCRF) constitue la tribune de la politique de la Division; il étudie les propositions particulières de projet, parraine les orateurs, etc., au nom de tous les programmes de la Division.

Le comité de recherche sur l'Amérique centrale est chargé d'étudier l'appui de la Division dans cette région et de recommander à la Division une orientation générale qui tienne compte de la situation particulière de cette région.

Le comité des petites bourses aide à établir la portée et le contenu de l'étude de la Division sur ce type d'aide.

Le comité d'étude du programme quadriennal définit la portée et le contenu du processus (et du document) qui recoupe les programmes existants.

Le comité de recrutement surveille le programme de recrutement actuel de la Division et se scinde au besoin en un certain nombre de comités de sélection.

En outre,

Le comité des directeurs associés chargé de se réunir avec le Directeur, la Sous-directrice et l'Administrateur de programme - Gestion divisionnaire, environ huit à douze fois par année à des fins administratives et de politique.

Le comité d'étude interne réunit tout le personnel professionnel quatre fois par année (ou plus) pour examiner et étudier les propositions de projet présentées au Comité de direction ou au Conseil des gouverneurs.

Le comité du Secrétaire composé de tout le personnel de secrétariat. Il se réunit environ six fois par année pour étudier des questions administratives et des questions concernant les programmes au besoin.

Annex "G"

Publications list

March 1983/March 1984

Le monde de l'alphabétisation : politiques, recherche et action, Ottawa, Ont., CRDI, 1983. 159 p. IDRC-117f.

Preventing school failure: the relationship between preschool and primary education: proceedings of a workshop on preschool research held in Bogota, Colombia, 26-29 May 1981. Ottawa, Ont., IDRC, 1983. 178 p. IDRC-172e.

Evitando el fracaso escolar: relacion entre la educacion preescolar y la primaria: informe del Seminario sobre Investigacion Preescolar celebrado en Bogota, Colombia, Mayo 26-29, 1981. Ottawa, Ont., CIID, 1983. 184 p. IDRC-172s.

L'avenir des peuples pasteurs : compte rendu de la conférence tenue à Nairobi, Kenya, 4-8 août 1981. Galaty, J. G., Aronson, D., Salzman, P. C., and Chouinard, A. Ottawa, Ont., CRDI, 1983. 432 p. IDRC-175f.

Aspectos relevantes de la educacion primaria rural en Colombia: trabajos presentados en un seminario celebrado en Bogota, Colombia, el 16 septiembre de 1981. Ottawa, Ont., CIID, 102 p. IDRC-188s.

Le financement du développement éducationnel : compte rendu du séminaire tenu au Mont Sainte-Marie, Canada, 19-21 mai 1982. Ottawa, Ont., CRDI, 1983. 164 p. IDRC-205.

Basic housing: policies for urban sites, services, and shelter in developing countries. Laquian, A. A., Ottawa, Ont., IDRC, 1983. 163 p. IDRC-208e.

A place to live: more effective low-cost housing in Asia. Yeung, Y. M., Ottawa, Ont., IDRC, 1983. 216 p. IDRC-209e.

Educational research environments in the developing world. Sheaffer, S. and Nkinyangi, J. Ottawa, Ont., IDRC, 1983. 302 p. IDRC-213e.

Educational financing in developing countries: research findings and contemporary issues. Schiefelbein, E., Ottawa, Ont., IDRC, 1983. 168 p. IDRC-TS38e.

Financement de l'éducation dans les pays en développement : conclusions de recherche et contexte actuel.. Schiefelbein, E., Ottawa, Ont., CRDI, 1983. 168 p. IDRC-TS38f.

Projets de logement urbain pour les ménages à faible revenu : bibliographie commentée des recherches subventionnées par le CRDI et la BIRD. Ottawa, Ont., CRDI, 1983. 64 p. IDRC-TS41f.

Universal primary education in Tanzania. Omari, I. M., Mbise, A. S., Mahenge, H. T., Malekela, G. A, and, Besha, M. P., Ottawa, Ont., IDRC, 1983. 87 p. IDRC-TS42e.

Teoria y practica de la educacion popular. Gajardo, M., Ottawa, Ont., CIID, 1983. 557 p. IDRC-MR81s.

Aid for education: the political economy of international cooperation in educational development. Weiler, H. N., Ottawa, Ont., IDRC, 1983. 49 p. IDRC-MR84e.

The University and Intellectuals in Chile. Ottawa, Ont., IDRC, 1983. 117 p. IDRC-MR89e.

Analisis de las innovaciones educativas para lograr reducciones de costos. Stromquist, N. P., Ottawa, Ont., CIID, 1984. 59 p. IDRC-MR92s.

PIÈCE JOINTE

Étude de la Division des sciences sociales: questions soumises par le gouverneur D.J. Lawless, et réponses à ces questions

1. Dans quelle mesure les objectifs de la Division sont-ils conformes aux objectifs du Centre tels que définis dans la Loi sur le CRDI de 1970?

- Dans la réalisation de ces objectifs, la Division a-t-elle mis sur pied des stratégies à court et à long terme?
- Dans quelle mesure ses activités sont-elles coordonnées avec celles des autres divisions et programmes du Centre?

Selon le Conseil des gouverneurs, le mandat du Centre consiste principalement à financer la recherche réalisée par des chercheurs des pays en développement, sur des sujets déterminés localement, par des méthodes de recherche qui reflètent le point de vue des chercheurs eux-mêmes. La Division est restée fidèle à ces directives.

En ce qui concerne les objectifs énoncés aux articles 4.a à 4.d de la Loi constitutive du CRDI, la Division a surtout insisté sur les articles 4.a à 4.c, du moins jusqu'à la mise en oeuvre récente du Programme de coopération.

Les méthodes de planification suivies par la Division reflètent sa

structure, ses méthodes d'exploitation générale et le cycle de planification du Centre lui-même.

La Division effectue à la fois une planification sectorielle, reposant sur les programmes et unités de programme qui constituent sa structure, et une planification générale au niveau de la Division. Les principaux instruments dont se sert le Centre pour donner forme à sa planification et en définir le cycle sont le Programme annuel des Travaux et Budget, comprenant les projections quadriennales révisées et l'Étude triennale détaillée des programmes et politiques, cette dernière étant présentée tous les trois ou quatre ans.

Au sein de la Division même, la planification des programmes constitue un processus permanent et largement inductif qui se fonde sur les jugements d'experts au sujet de l'évolution dans le monde des domaines en question et des besoins concomitants en recherche dans divers secteurs et disciplines. Pour chaque programme en particulier ainsi que pour l'ensemble, la planification répond aussi à la nécessité d'étudier certains domaines d'intérêt communs à plusieurs programmes, de satisfaire à des priorités et à des caractéristiques d'ordre géographique et d'assurer l'équilibre entre plusieurs régions. On s'aperçoit qu'une coordination entre les divisions est de plus en plus nécessaire, compte tenu de l'importance croissante des activités et des effectifs de la Division et du fait que plusieurs programmes peuvent faire l'objet de demandes provenant d'un même organisme.

Les réunions du personnel, qui ont lieu au début de chaque année financière, offrent l'occasion de revoir, au niveau des programmes, les plans établis à court et moyen terme. A cette occasion, chaque programme est examiné en profondeur,

tant sur le plan de l'avancement des travaux que sur celui des thèmes ou des domaines de recherche. Cette analyse est effectuée par les responsables du programme au siège, en collaboration avec le personnel des bureaux régionaux. Ceux-ci examinent les nouveaux domaines pouvant présenter un intérêt ainsi que l'évolution générale et la situation de chaque programme, en ce qui concerne ses projets en cours, les projets en voie d'élaboration et ses plans à long terme. La présence du personnel local ajoute une dimension "géographique" importante à ces discussions.

La planification stratégique de la Division incombe principalement au directeur, à la sous-directrice, à l'administrateur de programme - gestion divisionnaire et aux directeurs associés. Ces personnes ont pour tâche de coordonner de nombreux paramètres, y compris l'étude de questions d'orientation qui intéressent toute la Division, comme l'accent mis sur les institutions et les régions, l'importance relative qu'il faut accorder aux différentes formules de soutien, l'emploi du budget des IRINR, l'évolution des relations avec les autres divisions et l'évolution de la Division au vu des changements constatés au niveau du Centre.

-
- * Il y a cinq ans environ, la Division a abandonné le principe des réunions biannuelles du personnel, principalement pour des raisons financières. A la place, on encourage chaque administrateur régional de programme à venir passer tous les ans 5 à 10 jours à Ottawa, en plus de la réunion du personnel obligatoire.

Cette planification s'effectue principalement à l'occasion des rencontres régulières entre professionnels et au cours des réunions des directeurs associés, des réunions d'études internes, des réunions occasionnelles de la Division et de celles du personnel. Les principaux instruments utilisés sont, outre les exposés de programme préparés pour le Programme des Travaux et Budget et les réunions du personnel, les rapports de voyage, les rapports d'étude, les exposés sur les questions futures, les rapports d'experts conseils ainsi que les évaluations de projets, de programmes et de grandes questions. Ces dernières peuvent être analysées par secteur, par région, ou selon le type d'aide, mais on considère généralement ces trois éléments en parallèle. On trouvera des exemples de telles études dans la note de service adressée le 22 mars à MM. Lawless et Ayida.

Il faut également mentionner les réunions régulières des secrétaires qui se tiennent en principe toutes les six semaines en présence de la sous-directrice. Ordinairement, au cours de ces réunions, on étudie l'utilité des nouvelles technologies de bureau (bureautique) et on en planifie l'introduction, on traite aussi de tous les problèmes qui nuisent au bon déroulement des tâches administratives. On tient également compte du contenu du Programme de travail, avec l'idée qu'il faut considérer à la fois les responsabilités techniques et administratives si l'on veut que celles-ci soient effectivement remplies.

Dans l'exécution des activités susmentionnées, une planification stratégique s'impose donc à de nombreux niveaux; en fait, à chaque programme et à chaque groupe de travail correspond un plan stratégique élaboré principalement à partir des priorités établies pour chacun. De plus, la Division a des priorités à respecter selon les programmes, en tant que division mais aussi en fonction des nouvelles orientations, que celles-ci soient d'ordre technique ou géographique,

ou qu'elles concernent les programmes. La somme et la synthèse de toutes ces questions constituent le contenu des Programmes des travaux, des études de programme et des analyses des sujets intéressant l'ensemble de la Division. Le plan stratégique est donc en grande partie un ensemble de priorités qui évoluent sans cesse, lesquelles sont indiquées dans les documents cités plus haut; on tient également compte de ces priorités dans les projets mis en oeuvre. Ce sont sans doute les projets financés au titre des IRINIR qui traduisent le plus concrètement la stratégie suivie au niveau de la Division.

2. Quel éventail de recherches en sciences sociales la Division pourrait-elle effectuer dans le cadre de son mandat?

La Division n'a pas de mandat distinct de celui du Centre, ce dernier étant établi par la Loi constitutive de l'organisme. Les études qui peuvent être effectuées sous cette rubrique portent donc sur une grande variété de sujets, pourvu qu'ils concernent l'étude des processus sociaux qui influent sur le développement. Si l'analyse sociale peut porter autant sur la théorie que sur les méthodes de mise en oeuvre, les études effectuées par la Division ont eu tendance à mettre l'accent sur les aspects pratiques et à viser des buts utilitaires. Il y a pourtant des cas, et ils sont nombreux, où des études théoriques ou abstraites nous aident à comprendre le processus du développement. Mais, pour la Division, ces études ne peuvent être partie intégrante d'un projet que lorsque celui-ci a une portée plus immédiate. Le plus souvent, on s'attend aussi à ce que les chercheurs eux-mêmes comprennent la théorie et en saisissent l'importance, ce qui les aide à préciser les questions à poser et les analyses à effectuer. En fait, tous les administrateurs de programme sans exception sont

censés posséder cette connaissance de la théorie.

Les travaux de la Division sont répartis en unités de programme dont l'objet a changé au cours des dix dernières années.

Actuellement, la Division comprend cinq unités administratives: éducation, économie, population, études urbaines et politique scientifique, technologique et énergétique. La dernière unité est particulière en ce sens qu'elle constitue surtout un secteur de recherche pluridisciplinaire; elle ne touche pas à un seul et unique département d'enseignement universitaire. Cette unité, qui forme actuellement un tout, s'intéresse à la recherche dans deux secteurs distincts: la politique scientifique et technologique et la politique énergétique.

Les sciences sociales englobent un grand nombre de disciplines, dont chacune pourrait contribuer à une meilleure compréhension des sociétés et, partant, au développement des sciences sociales. On pourrait constituer une longue liste de domaines d'intérêt qui comprendrait entre autres l'histoire, l'anthropologie, les sciences politiques, les études sur le secteur public, le transport, l'analyse de la main-d'oeuvre et les finances internationales. Ces études n'ont pas été négligées par la Division, comme on pourra le voir d'après la liste des projets; mais elles ne constituent pas des domaines de priorité ou de spécialisation nécessitant le recrutement de spécialistes susceptibles de seconder les chercheurs et d'aider au développement de secteurs particuliers.

Pour la Division, le développement de tel ou tel secteur obéit à trois conditions. Premièrement, le domaine des cinq unités entre dans le

mandat du Centre; deuxièmement, il faut pour comprendre tous les aspects du processus de développement bien saisir les questions de comportement et connaître les ressources futures; troisièmement, les pays en développement eux-mêmes estiment que les domaines qui font l'objet d'une aide sont parmi ceux où il serait avantageux de faire des progrès. Le dernier point, le plus important, est que les domaines auxquels s'intéressent les programmes, ne sont pas statiques; ils évoluent sans cesse en fonction des demandes des pays bénéficiaires et de leurs chercheurs.

Pour le Programme de population par exemple, on a cessé de mettre l'accent sur le contrôle de la fécondité, au profit de la recherche qui touche de près aux problèmes de migration et de main-d'oeuvre; quant au Programme d'économie, il s'intéresse maintenant aux questions industrielles, internationales et macro-économiques outre les problèmes des exploitations agricoles et des systèmes ruraux. Ce processus est rendu possible grâce aux possibilités de discussion et de consultation qui existent en permanence au sein de la Division en ce qui a trait à la valeur de tel ou tel projet et à son utilité pour le développement. Les nombreuses visites que l'on reçoit ainsi que les questions des gouverneurs et des gestionnaires du Centre, entre autres, contribuent à cette évolution et ajoutent de nouveaux sujets d'étude à ceux dont la Division doit déjà s'occuper.

Nous ferons en outre remarquer la relative souplesse dont fait preuve la Division, comme on l'a vu plus haut, pour répondre aux demandes d'aide à la recherche qui ne tombent pas dans le cadre du programme de travail établi. Ces demandes sont portées au poste budgétaire Instituts de recherche internationaux, nationaux et régionaux (IRINR). Pour illustrer cette souplesse, voici deux exemples des projets de cette catégorie.

Le premier concerne une demande d'aide pour l'étude des institutions parlementaires du Pérou. Il s'agit d'un cas où la Division n'est pas armée pour répondre à un grand nombre de demandes de ce genre et ne juge pas utile de mettre sur pied un programme spécial. La demande a été acceptée après qu'on eut pris entièrement connaissance du mode de fonctionnement des institutions péruviennes et des travaux de recherche nécessaires, et qu'on en eut discuté avec les parlementaires canadiens au courant des problèmes soulevés. L'autre exemple, dont on parle ailleurs, est celui de l'aide apportée par la Division au Conseil latino-américain de sciences sociales (CLASCO), qui impliquera la participation des membres du Conseil et de nombreux savants latino-américains dans la définition de certains secteurs de recherche. Grâce à cette formule, on espère traiter beaucoup mieux qu'on ne l'aurait fait dans le cadre des programmes propres à la Division, certains problèmes régionaux jugés prioritaires pour la recherche. L'aide apportée aux organismes du Cône sud, suite à la résolution du Conseil en 1980, illustre aussi, bien qu'elle ait été conçue dans un dessein précis, une autre façon d'élargir le domaine d'intérêt de la Division en matière de recherche.

Dans les cas où le Centre et la Division ont décidé d'élargir l'éventail des sujets financés, en y ajoutant par exemple l'énergie, la Division a fait appel à des ingénieurs-conseils et fait préparer des rapports afin d'étudier s'il existe vraiment une demande dans le Tiers-Monde et de voir de quelle façon on pourrait procéder. Pour ce qui est de la recherche sur l'énergie, le Centre et la Division se sont servis de l'étude d'Andrew Barnett pour demander des fonds spéciaux au gouvernement.

L'évolution constatée au cours des dix dernières années reflète les changements survenus au plan des ressources et des possibilités. Le roulement du personnel se traduit par des changements significatifs quoique minimes dans les compétences professionnelles et les attitudes, alors que les différences constatées dans les universités et les systèmes de recherche nationaux influent sur la capacité des groupes et gouvernements intéressés à utiliser et appliquer les résultats des recherches. Toute politique sociale résulte de la combinaison de connaissances, d'intérêts et de décisions gouvernementales; que l'un de ces éléments soit modifié, et c'est l'ensemble qui s'en trouve changé. Ainsi, une réduction rigoureuse des fonds affectés à la recherche au Brésil se répercutera sur les priorités que ce pays accorde au développement social, tout comme l'avènement d'un gouvernement militaire désireux de réduire la corruption ou de construire une économie forte (comme au Nigeria ou au Cameroun) influera sur le genre d'étude entrepris. Si on laisse de côté le contexte social dans lequel sont définis et engagés les projets de recherche et si on n'examine que les projets mêmes, on peut faire les généralisations suivantes:

- i) le nombre de projets auxquels la Division a apporté son appui s'est accru très sensiblement et, dans de nombreux cas, l'aide financière a été plus substantielle;

- ii) dans la plupart des domaines, la contribution de la Division porte sur le coût des salaires et de l'infrastructure générale de la recherche; par exemple, le besoin en livres et en journaux est très important dans les pays qui connaissent l'austérité;
- iii) depuis dix ans, on constate apparemment peu d'amélioration dans la qualité des résultats de la recherche;
- iv) dans beaucoup de pays en développement, il est aussi important de vouloir acquérir des capacités de recherche que de viser des résultats directement applicables, compte tenu de la détérioration générale de la recherche et de l'aide gouvernementale.

3. Quels autres importants organismes soutiennent la recherche et les activités connexes dans des domaines similaires à ceux où oeuvre la Division?

- Constate-t-on des changements importants dans les activités de ces organismes (abandon de certains secteurs ou retrait de certaines zones géographiques)?
- Dans quelle mesure les activités de la Division sont-elles menées en coopération et en coordination avec celles des autres organismes, ou alors les complètent-elles?

Les autres grands organismes d'aide appartiennent à deux catégories: ceux dont l'objet est limité au soutien de la recherche, et ceux qui financent la

recherche dans le cadre d'un mandat beaucoup plus large. Au nombre de ces organismes on compte par exemple l'UNESCO, l'AID, la Banque mondiale, la Fondation interaméricaine; parmi les premiers, citons les fondations Ford et Rockefeller et la SAREC.

Leurs activités connaissent évidemment toujours des changements importants étant donné que leurs programmes s'étalent sur des dizaines d'années. Ces changements sont l'objet d'un suivi étroit dans le cadre de tous les programmes de la Division, ainsi que de la part du directeur et de la sous-directrice. Les administrateurs de programme régionaux jouent un rôle particulièrement important sur ce plan, car ils s'efforcent de rester informés des activités des autres organismes, surtout dans les cas où ces organismes, comme la Fondation Ford, sont implantés un peu partout dans le monde et ont des bureaux régionaux. Pour résumer, nous suivons les activités des autres organismes à la fois selon les secteurs et selon les régions où elles se déroulent.

La collaboration donne souvent lieu à la mise sur pied de projets communs ainsi qu'à des réunions entre les responsables des divers secteurs; dans certains cas, elle a aussi conduit à la création d'un consortium de financement de la recherche. On se reportera aux travaux du Groupe d'examen relatif à la population et au développement, et à ceux du Groupe consultatif d'examen de la recherche sur l'éducation.

Les exemples de coopération et de coordination ne manquent pas étant donné que la Division échange des informations, entre autres, avec la SAREC et la Fondation Ford, et s'occupe avec ces organismes de la mise en oeuvre et du financement de projets. Lors de la réunion du Conseil à Dakar, par exemple,

on a approuvé les subventions du CLASCO, du CIEPLAN et de l'APROSC; ces subventions comportent la participation d'autres organismes donateurs et c'est en étroite collaboration avec eux qu'elles ont été décidées. Les analyses effectuées par la Division sur la recherche axée sur le rôle des femmes dans le développement comprennent une étude approfondie des activités d'autres organismes ainsi que des discussions avec leurs représentants; il en est de même chaque fois que l'on cherche à définir un nouveau domaine ou un nouveau thème de recherche. A titre d'exemple, on pourrait citer les analyses des travaux de recherche subventionnés sur les petites industries ainsi que dans le domaine de la politique économique.

Dans certains secteurs, il existe des comités de coordination des organismes donateurs. Ceux-ci peuvent avoir une forme plus ou moins officielle et la fréquence de leurs réunions varie. C'est par exemple le cas des groupes de travail relatifs à la recherche sur les maladies tropicales, qui sont coordonnés par l'OMS, et du groupe dit "Bellagio" sur l'éducation. Dans ce genre de situations, le personnel de la Division est tout à fait conscient des dangers que peut comporter la tendance à la "réunionite", et il se retrouve souvent à défendre les solutions qui consistent à aller analyser et résoudre des problèmes sur place.

Ces dernières années, les activités de la Fondation Ford et de la Fondation Rockefeller ont connu une très nette évolution. Toutes deux se sont livrées à une réévaluation complète de leurs programmes et ont connu une importante diminution de leurs ressources. Ainsi elles n'apportent plus qu'une participation réduite à la recherche en éducation, et la Fondation Ford s'oriente davantage vers l'exécution même des projets ou la justification de leur utilité que vers la recherche traditionnelle. Cependant, pour ce qui est de cette

dernière, son aide reste importante, surtout en ce qui concerne les sciences sociales en milieu rural en Asie et en Afrique.

Certains organismes évoluent dans un sens et abandonnent certaines activités, d'autres prennent une direction opposée. Ainsi, l'UNICEF apporte une aide accrue à la recherche dans le domaine de l'éducation pré-scolaire et élémentaire, et la SAREC a succédé à la Fondation Ford en tant que principal organisme d'aide à la recherche en sciences sociales dans le Cône sud. Depuis le milieu des années 70, la Banque mondiale apporte une aide très importante aux travaux de recherche, dont seulement une partie est effectuée par des chercheurs des pays en développement, dans les domaines de la politique énergétique et de la politique d'urbanisation. En matière d'énergie, les organismes d'aide se sont réunis il y a deux ans sous les auspices du CRDI, et ils se retrouveront à Ottawa en juin 1984.

Ainsi, au fur et à mesure que nous mettons au point nos programmes de travail et nos propres projets, nous nous trouvons sans cesse en relation avec les autres grands organismes d'aide, sans la collaboration desquels nous aurions, d'ailleurs, beaucoup de mal à remplir notre tâche.

4. Quels mécanismes la Division utilise-t-elle pour sélectionner les projets, et ces mécanismes sont-ils appropriés?

Comme nous l'avons vu, chaque unité de la Division, ainsi que l'ensemble du personnel pris collectivement, analyse les questions de politique dans les différents pays ainsi que la capacité des organismes locaux de conduire des recherches sur ces questions. L'objectif est de constituer un éventail de

renseignements permettant de définir le genre de projets qu'il serait utile de mettre en oeuvre. Si l'on considère un domaine donné dans un pays donné, on peut imaginer les situations suivantes:

- i) La capacité de recherche dans le domaine en question est bonne, ainsi que l'aide financière; le CRDI doit donc inciter les chercheurs du pays à constituer des réseaux avec les chercheurs des pays voisins dont la capacité de recherche est faible.
- ii) Le secteur de la recherche est actif, mais les liens avec le processus d'élaboration de politiques sont faibles; les efforts du CRDI doivent donc porter sur l'organisation et permettre, grâce à une aide financière minime, de supprimer ce décalage entre la recherche et l'élaboration des politiques. Il pourrait éventuellement participer à l'organisation d'un atelier à cette fin.
- iii) La capacité de recherche est bonne mais, à cause de la conjoncture économique, les moyens financiers ne permettent pas d'entreprendre les études nécessaires ; le CRDI doit donc se donner pour mission d'apporter son aide financière aux projets dont on a reconnu l'intérêt.
- iv) La capacité de recherche est faible et aucun projet nécessitant des subventions n'a été mis sur pied. La tâche du CRDI est donc d'organiser une formation accélérée, d'élaborer des projets de la Phase 1 (ayant un nombre d'objectifs limité), de fournir la documentation nécessaire et d'organiser des visites et des ateliers d'échange et d'élaboration de projets.

Il va sans dire que la Division est présente dans un trop grand nombre de pays et de régions pour faire partout des études de ce genre qui soient complètes; c'est pourquoi elle attend beaucoup des renseignements que peuvent lui apporter, entre autres, les projets en cours et les mises à jour qui s'ensuivent, les visites d'organismes de son personnel en déplacement, ainsi que d'autres sources d'information. De plus, les diverses unités de la Division ont constitué, avec les années, de très longues listes d'adresses et de personnes ressources dans le monde entier, et elles sont de plus en plus nombreuses à diffuser régulièrement des informations sur les activités du CRDI qui se rapportent à leur domaine. Le tout s'inscrit en complément des communiqués d'ordre plus général du CRDI. Le personnel de la Division participe également de façon assez active aux travaux d'associations professionnelles et de réseaux de recherche internationaux et il est présent aux grandes réunions internationales où il a l'occasion de rencontrer un grand nombre de savants du Tiers-Monde. Toutes ces activités donnent lieu à une grande quantité de documents de recherche, de déclarations de politique, de propositions et de demandes d'information. Les anciens de la Division estiment à environ un pied cube le volume de correspondance reçu chaque semaine! Souvent, les projets commencent par une lettre ou un entretien privé, puis l'élaboration suit diverses étapes, comme nous allons le voir.

- Une fois que le bien fondé d'un projet donné est admis, de quelle façon la Division le formule-t-elle?

Une fois qu'on en a défini le bien fondé, il existe diverses façons de formuler un projet. Voici un exemple type:

- i) A partir des idées énoncées dans une première lettre ou recueillies au cours de rencontres avec des chercheurs du pays, l'administrateur de programme consulte ses collègues de la Division pour obtenir des renseignements complémentaires sur l'organisme, sur les autres projets existant dans la région ou ailleurs, et sur les fonds et le personnel dont l'organisme peut disposer pour mener à bien le projet.
- ii) Si le personnel et les ressources financières sont suffisants ou peuvent être programmés pour l'année financière suivante, l'administrateur de programme fait rédiger une proposition plus détaillée. Souvent, on fournit des directives concernant les sujets d'étude qui doivent figurer dans la proposition, du mode d'établissement du budget, et autres.
- iii) Après réception, la proposition est analysée par des spécialistes qualifiés et par le personnel régional, parfois avec l'aide d'un ingénieur-conseil compétent dans le domaine. Puis on écrit aux chercheurs pour obtenir plus de renseignement et leur faire part de nos commentaires.
- iv) A cette étape, des mesures sont prises pour qu'une personne du Centre aille directement rendre visite aux chercheurs intéressés. Lorsque l'organisme est très connu et que les problèmes sont d'ordre technique et propres à la proposition, on peut inviter les chercheurs à se rendre (aux frais du Centre) à un bureau régional ou à Ottawa. C'est généralement à ce moment qu'on finit de mettre au point la proposition.
- v) Il revient à l'administrateur de programme de préparer le résumé de projet. L'objet de ce résumé est de donner les vues du CRDI quant aux objectifs généraux du projet. On y trouve souvent des expressions telles que "acquérir des connais-

sances dans...", "accroître la capacité de recherche dans le domaine..." ou "communiquer des résultats aux conseillers en politique". Elles reflètent, bien sûr, le vocabulaire et le point de vue du Centre. Les chercheurs eux-mêmes se limitent souvent, dans leurs propositions, à des objectifs plus concrets et tangibles, habituellement exposés sous forme d'hypothèses, questions de recherche, séminaires et autres éléments figurant dans le résumé de projet du CRDI dans les sections "objectifs spéciaux", "méthodologie" ou "formation". Ce document permet ainsi de normaliser le vocabulaire utilisé par le Conseil et les chercheurs locaux.

- Dans quelle mesure la Division lance-t-elle et réalise-t-elle des travaux de recherche, et dans quelle mesure répond-elle à des demandes de l'extérieur?

Ainsi que nous l'avons indiqué aux points 4a et 4b ci-dessus, la Division est conjointement responsable avec les groupes de chercheurs des PMA du lancement d'un grand nombre des projets qu'elle met au point. Par contre, le personnel de la Division ne participe que rarement, voire jamais, à la recherche. Ce n'est pas faute d'intérêt, mais plutôt parce que le temps et les impératifs du travail ne le permettent pas. Pour lui, son rôle est d'aider à la création de conditions permettant à d'autres de faire de la recherche. De plus, compte tenu du peu de capacités et de ressources dont il dispose, il doit accorder la priorité aux besoins des chercheurs des PMA. Il s'ensuit que le personnel de la Division ne répond presque exclusivement qu'aux demandes et initiatives

de l'extérieur.*

Même s'il arrive rarement qu'il participe directement à la collecte et à l'analyse des renseignements de base, le personnel du Centre joue souvent un rôle très important à d'autres niveaux de la recherche. Ce rôle consiste généralement à coordonner et corriger les rapports de recherche, en particulier ceux dont la préparation a été confiée à plusieurs équipes, à faire des études bibliographiques utiles aux chercheurs des PMA, et à rédiger des rapports prospectifs sur l'avancement de la recherche, sur les lacunes et les priorités. A la Division, nombreux sont les exemples de ce genre de travaux. Le Centre apporte ainsi une contribution directe aux travaux menés dans un domaine donné, et cette contribution qui, dans un sens, se rattache de près à la recherche, apporte un certain confort psychologique et intellectuel à un personnel dont le travail quotidien est dominé par des tâches ingrates pour lesquelles il est en fait nettement surqualifié.

5. Sur quels critères se base-t-on pour retenir ou rejeter une proposition de projet?

La Division respecte les critères généraux établis par le Centre.

Cependant, il lui arrive d'interpréter ces critères de façon à tenir compte

* Le problème est le suivant: au bout du compte, le personnel de la Division risque de perdre ses propres capacités sur le plan de la recherche. Une des raisons pour lesquelles il est très attaché à de réelles possibilités de congé sabbatique tient au fait que de tels congés lui permettent de rafraîchir ses connaissances en recherche sans être obligé de démissionner du Centre.

des caractéristiques propres au domaine des études sur la politique en sciences sociales.

i) Priorité au niveau national. Dans de nombreux pays, la priorité accordée aux divers aspects de cette politique est différente selon les personnes à qui l'on s'adresse. L'objectif de la Division n'est pas de s'identifier à tel ou tel point de vue idéologique ou partisan, mais de soutenir les travaux de recherche qui permettront de résoudre les problèmes de tous. Ainsi, nous avons parfois financé des travaux sur un même sujet entrepris par plus d'un groupe dans un même pays.

ii) Recherche appliquée. La Division favorise les projets qui auront des effets directs sur le développement et sur l'élimination de la pauvreté. Mais, comme la Division n'intervient pas dans la mise au point de la technologie au service du développement, le terme "appliquée" a peut-être un sens plus large que dans certaines autres divisions. Par exemple, on s'est aperçu que les études qui nous aident à mieux comprendre le processus de développement et de sous-développement font souvent cruellement défaut car, sans elles, les organismes de développement et les conseillers locaux sont incapables de diagnostiquer les programmes qu'il faut. Ainsi, la Division soutient par exemple les études portant sur la technologie agricole, sur les interactions en zones semi-arides entre les nomades et les paysans sédentaires, sur les rapports entre le système d'éducation et le marché du travail, etc. De plus, la Division finance des études d'évaluation de projets de développement, afin de déceler leurs points forts et leurs lacunes. Parfois, elle finance des projets pilotes (par exemple, sur les nouveaux systèmes d'enseignement) et leur évaluation, mais, d'une façon générale, elle s'attache au renforcement des activités de recherche appliquée

concernant les projets de développement subventionnés par les gouvernements, les organismes d'aide bilatéraux, les banques internationales et par toute autre source semblable. Les subventions ne sont à proprement parler pas destinées aux projets pilotes mêmes. De cette façon, la Division est en mesure de financer un grand nombre de projets touchant de nombreux autres organismes qui n'ont pas la structure nécessaire pour évaluer, mettre en oeuvre et financer des travaux de recherche.

iii) Formation et capacité de recherche. La Division a accordé une attention toute particulière à ces critères. Chacun sait que la Division verse une part importante des subventions que le Centre attribue à des travaux préliminaires aux projets, réalisés durant les projets, reliés à un projet ou qui y font suite. Un grand nombre de projets de la Division donnent lieu à des séminaires et des ateliers organisés par le personnel de la Division pour améliorer les compétences en matière de recherche. Certaines des subventions accordées par la Division, en particulier dans le Cône sud de l'Amérique latine et en Afrique occidentale, ont été attribuées à des institutions et avaient pour but de les aider à maintenir leur capacité de recherche et même à l'améliorer malgré une conjoncture difficile.

iv) Les autres critères retenus par le Centre sont appliqués de la même façon que dans les autres divisions. On suppose par exemple que tous les projets recommandés présentent des objectifs clairement définis, une bonne méthodologie et obtiennent sur place une aide financière qui correspond aux ressources locales disponibles.

6. - A quels mécanismes internes la Division a-t-elle recours pour évaluer

et revoir ses activités ainsi que les programmes et projets auxquels elle participe?

- A quels mécanismes le Centre fait-il appel pour évaluer de façon régulière les activités de la Division?

La réponse se trouve aux questions 5, 7 et, dans une certaine mesure, à la question 8. On se reportera aussi à l'annexe F ainsi qu'aux premiers documents envoyés au Comité d'étude le 22 mars 1984.

7. - Quels critères utilise-t-on pour évaluer la qualité des programmes et des projets? Portent-ils, par exemple, sur l'utilité des résultats, sur la formation, sur le renforcement de la communauté scientifique, sur la nécessité sur des travaux de recherche ou des activités connexes plus poussés, et sur la gestion de projet?

- A quel moment la Division décide-t-elle d'arrêter de subventionner un programme? Existe-t-il pour cela des critères bien définis?

- La Division dispose-t-elle de critères bien définis pour décider si elle doit financer une deuxième phase ou même davantage?

La Division dans son ensemble n'a pas établi de liste de critères lui permettant d'évaluer la qualité des programmes et des projets, et les critères peuvent différer selon les programmes même s'il existe des moyens généraux pour juger un processus de recherche et ses résultats. Que ces critères soient faciles à utiliser est une autre question. Il est souvent très difficile de mesurer la qualité des résultats de travaux de recherche, et encore plus difficile de mesurer la qualité du processus de recherche même. Il est toujours possible de dénombrer les jeunes chercheurs qui ont été formés ou les livres et monographies qui ont été publiés, mais il est beaucoup moins aisé de savoir si ce que l'on a appris sur la dynamique de la croissance démographique, sur l'enseignement, sur l'apprentissage ou l'adoption de nouvelles technologies, a permis d'améliorer concrètement l'existence des populations des pays en développement.

L'un des critères importants auxquels nous nous référons est l'utilité des connaissances acquises grâce aux travaux de recherche. L'utilité peut se définir de diverses façons. Les recherches ont-elles permis de mieux cerner les problèmes étudiés? Ont-elles permis de trouver de nouvelles solutions ou d'améliorer les programmes en cours? Ont-elles, par rapport à d'autres centres ou d'autres pays, davantage permis de confirmer ou de remettre en question certaines notions acquises à propos du processus de développement? Les connaissances acquises ont-elles permis de mieux orienter la recherche et, ainsi, de limiter le champ des travaux nécessaires pour résoudre des problèmes souvent très complexes?

Il est un critère tout aussi important - sinon plus important - pour mesurer la qualité des programmes et des projets: dans quelle mesure ont-ils permis aux chercheurs d'accroître leurs compétences en recherche, qu'il

s'agisse de définir les problèmes à étudier, de mettre au point de bonnes méthodes de recherche, d'analyser les données recueillies ou d'interpréter les résultats?

La qualité des travaux peut résulter d'une formation académique et reconnue ou d'un apprentissage moins classique, par la pratique; mais, à la Division, nous sommes fermement convaincus que les compétences acquises au cours du processus de recherche constituent souvent un résultat plus important, quoique peut-être plus difficile à mesurer, que les résultats de la recherche. Cela n'est pas sans rapport avec l'idée selon laquelle la Division, si elle parvient difficilement à connaître le nombre de chercheurs actifs, peut par contre influencer sur le nombre de ceux qui décident de s'orienter vers la recherche.

Autre critère, plus large mais souvent tout aussi important: dans quelle mesure le projet de recherche, ou simplement le soutien du centre responsable de la recherche, a-t-il renforcé, enrichi, ou tout au moins amélioré le milieu de la recherche en sciences sociales, permettant ainsi la remise en question de la politique sociale et de ses conséquences? Dans beaucoup de pays, du fait de la pauvreté ou de l'oppression, seules des subventions extérieures comme celles du Centre permettent aux sciences sociales de survivre. Dans d'autres, notre aide a permis d'accroître le nombre d'institutions et de chercheurs, de diversifier les méthodes d'étude des problèmes et d'élargir les perspectives, ou de renforcer les liens entre les chercheurs, les praticiens et les décisionnaires. Il faut voir là des conséquences importantes de la recherche ainsi que des moyens intéressants de juger de sa valeur.

Pour ce qui est des critères utilisés pour des décisions plus particulières, soit l'interruption de l'aide ou son maintien pour des phases ultérieures du projet, ils sont peut-être plus faciles à définir. Il est rare que des projets soient annulés; cela se produit généralement quand les chercheurs désignés au départ s'en vont ou sont remplacés par des personnes peu compétentes, lorsque les institutions disparaissent ou que les sources de financement local sont coupées, ou encore que le Centre, malgré son insistance, ne parvient pas à obtenir des rapports sur l'avancement des travaux. Pour décider si l'on doit financer une deuxième phase de projet ou des travaux plus poussés, on se réfère tant aux critères ci-dessus qu'au dynamisme de l'institution en cause ou du processus de recherche. L'évolution de l'institution rend-elle souhaitable la poursuite de l'aide? Les chercheurs tirent-ils encore des connaissances de leurs travaux et ont-ils encore un potentiel à développer? Peut-on attendre des futurs travaux des découvertes et des possibilités d'application encore plus utiles? Le cadre dans lequel se fait la recherche est-il encore trop fragile ou trop fragmenté pour que l'on puisse interrompre l'aide?

La Division doit étudier soigneusement sous quelle forme l'aide va se poursuivre, et s'efforcer de l'adapter aux changements qui se produisent dans l'institution, selon que l'on passe de petits à de grands projets, de projets à des programmes, de travaux de recherche isolés à des travaux faisant partie d'un réseau ou d'un programme coopératif, ou selon que l'on vise à améliorer la capacité de recherche ou à accroître le champ des connaissances. Ce sont là toutes les options que nous pouvons et que nous devons prendre en considération, mais elles exigent que l'on connaisse parfaitement les personnes et les institutions concernées et les conditions dans lesquelles s'effectue la recherche, et elles nécessitent énormément de temps pour faire correspondre les besoins manifestés aux ressources du

Centre.

8. Quels effets et quelle utilité ont, jusqu'à présent, eus les activités de la Division dans les domaines suivants:

- renforcement de la communauté scientifique du Tiers-Monde
- progrès économiques des régions en développement
- évolution sociale
- renforcement des institutions
- coordination de la recherche internationale
- coopération entre les régions industrialisées et les régions en développement
- participation des spécialistes des sciences sociales du Canada et d'autres pays.

Pour plusieurs raisons, il est très difficile de juger de l'influence de la DSSo dans les pays en développement.

En premier lieu, les conditions ont tendance à changer rapidement dans les pays les plus défavorisés sous l'effet des crises économiques extérieures ou de remaniements politiques internes: cela signifie que les projets les mieux conçus, fondés sur des consultations sérieuses avec les décisionnaires du moment et élaborés en fonction de problèmes jugés alors comme très graves, peuvent un jour, dans une conjoncture économique différente, être abandonnés par les nouveaux décisionnaires. En second lieu, les problèmes qui se posent aux pays en développement sont, pour la plupart, très complexes, difficiles à résoudre et nécessitent souvent de longues années de recherche pour être

bien compris. (On pensera par exemple à l'écologie du Sahel, où le cycle des pluies conduit à l'adoption de stratégies d'adaptation à long terme que l'on ne peut comprendre qu'après une longue période d'analyse et de contrôle.) Souvent, les décisionnaires ne sont pas prêts à attendre aussi longtemps pour prendre des mesures. Et, pour finir, l'influence de la DSSo est difficile à mesurer parce que le rapport entre la recherche en sciences sociales et les décisions politiques adoptées est très compliqué; souvent, la recherche peut venir ajouter aux critiques dont fait l'objet la politique en place, et conduire à un changement, ce dernier prenant cependant une direction quelque peu différente de celle qui se dégage des travaux de recherche en sciences sociales; ou bien la recherche peut avoir des répercussions sur la façon dont la collectivité perçoit un problème donné, et peut donc créer un climat propice à la résolution de ce problème. Pour toutes ces raisons, on peut émettre les hypothèses qui suivent.

Il ne fait aucun doute que les travaux de la Division des sciences sociales ont été utiles à la communauté scientifique du Tiers-Monde grâce aux subventions, au matériel fourni (comme les publications) et aux échanges professionnels dans toutes sortes de domaines. Ce sont là des effets faciles à mesurer; mais il peut y avoir d'autres éléments importants de l'aide dont les effets sont difficiles à évaluer. Par exemple, en Afrique orientale, on peut dire que le soutien apporté par le CRDI est notamment d'ordre moral. De nombreuses institutions travaillent sous pression, elles sont isolées et victimes de la préférence accordée par les régimes en place aux conseillers de l'extérieur. L'intérêt et l'attention que porte le personnel des programmes du CRDI aux travaux de ces institutions améliorent le moral des chercheurs et par le fait même renforcent le sérieux des travaux et la détermination dont les institutions font preuve dans la communication des résultats de recherche aux décisionnaires.

Mais il est difficile de savoir dans quelle mesure la communauté des chercheurs s'en trouve renforcée. Par exemple, telle institution peut se ressentir du départ de chercheurs, mais si ces derniers entrent dans des organismes gouvernementaux - instituts de recherche de la banque centrale ou autres - il peut s'ensuivre, en pratique, un renforcement de l'ensemble de la communauté scientifique. Il existe peut-être une façon de mesurer le renforcement des institutions; c'est de comparer le nombre de propositions qu'elles nous envoient actuellement - beaucoup plus important qu'autrefois - et d'examiner le réseau des organismes de recherche, qui est beaucoup plus étendu qu'auparavant, avec lesquels nous sommes en rapport un peu partout dans le monde.

La question sans doute la plus difficile est de savoir quelle contribution nous apportons aux progrès sociaux et économiques des pays en développement. Il existe certainement des projets dont on peut dire qu'ils ont eu des effets directs et positifs. Mais il peut aussi arriver que la recherche ait des effets négatifs tout aussi importants. Par exemple, en ce qui concerne le projet de commercialisation du lait au Zimbabwe (financé par le Programme d'économie), les chercheurs découvrirent, lors de leurs échanges avec les habitants d'une certaine communauté, que l'orientation générale suivie par la Commission de commercialisation du lait dans ce pays était mauvaise: il a donc fallu passer plus de temps à mettre sur pied une stratégie de commercialisation, ce qui a allongé le délai d'exécution du programme prévu.

Pour beaucoup de projets, l'objectif le plus évident est de renforcer la recherche dans les domaines qui posent le plus de problèmes sociaux et économiques dans le pays concerné. Bien qu'on puisse, par l'étude successive des projets, probablement prouver que ces travaux ont effectivement, pour la plupart, des effets positifs, ce serait une grosse erreur de croire que ces

effets sont nécessairement déterminants. Dans le secteur économique, par exemple, la Division n'a qu'un rôle relativement limité dans un monde dominé par des organismes dotés de pouvoirs idéologiques et financiers beaucoup plus importants, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Les travaux des chercheurs appuyés par ces organismes sont censés avoir des répercussions plus directes sur la politique économique. Mais beaucoup de chercheurs des pays en développement se demandent s'ils ont vraiment des effets positifs sur la situation économique des régions en développement.

Sur le plan de l'évolution sociale, une grande partie de nos projets ont nécessité, surtout ces dernières années, une collaboration directe avec les organismes sociaux - coopératives dans certains pays d'Afrique, et divers organismes non gouvernementaux en Afrique et ailleurs. Là encore, si l'on examinait les projets les uns après les autres, on pourrait dire qu'ils ont permis de réduire l'analphabétisme, d'assainir la situation économique et d'améliorer la capacité de réponse aux pressions technologiques extérieures.

Quant au renforcement des organismes, là aussi la Division s'est efforcée d'accroître le rôle de la recherche dans les pays en développement, tant au sein des organismes de recherche qu'en dehors. Cependant, les organismes ne pourront finalement influencer d'une façon soutenue et efficace sur le contexte dans lequel ils évoluent que s'ils réussissent à se doter des moyens économiques dont ils ont besoin. Si l'on se réfère à ce critère, il se peut qu'une certaine forme d'aide du CRDI empêche en fait les organismes de se consolider en raison d'une dépendance des sources de financement extérieures. C'est un sujet qu'il faudra examiner absolument, en procédant cas par cas, et que l'on doit traiter

différemment selon qu'on se trouve dans le Cône sud de l'Amérique latine ou bien en Afrique ou en Asie.

En ce qui concerne la coordination de la recherche internationale, le CRDI a, là aussi, été utile. Nombreux ont été les projets de réseau, et l'on a permis à un grand nombre de chercheurs des pays en développement d'effectuer des visites d'étude auprès d'organismes d'autres pays. En outre, le CRDI a apporté une aide soutenue aux institutions nationales et régionales dont l'objet est de mettre en contact les chercheurs et de leur permettre de mieux coordonner leurs travaux.

On pourrait illustrer nombre de ces points en citant des exemples de projets. Nous sommes d'ailleurs prêts à le faire si on nous le demande. Mais ce qu'il faut surtout voir, c'est que ces questions constituent pour nous des sujets de préoccupation permanents et très importants, comme cela ressort dans tous les résumés de projet ainsi que dans les évaluations et dans la mise en oeuvre même des projets. Toutefois, les conséquences de notre action restent très difficiles à mesurer; c'est un problème auquel le Centre ne s'est pas encore vraiment attaqué.

9. Quels sont les plus grands succès ou échecs de la Division?

Le Centre et la Division financent des projets qui servent l'intérêt des pays du Tiers-Monde; le succès de ces projets dépend des bénéficiaires, et il est souvent difficile de juger s'il y a eu réussite ou échec. Il y a

des projets qui peuvent apparaître comme des échecs, faute d'un appui officiel, d'une applicabilité immédiate ou de résultats clairs, et qui, au bout de quelques années, peuvent se traduire par un succès relatif. Pour juger d'un projet, il faut toujours tenir compte de l'importance des résultats obtenus dans des secteurs plutôt ingrats et de l'aide apportée aux chercheurs pour définir leur sphère d'intérêt; cela ne peut se faire qu'au terme d'une période assez longue. On peut toujours citer un certain nombre de projets ayant abouti ou échoué, mais, il est alors plus facile de porter ce genre de jugement en se référant à ce qui se passe au Centre qu'en se basant sur des considérations générales sur le développement. Pour porter un jugement, il faut obtenir l'avis des bénéficiaires et des nationaux, mais aussi des administrateurs de programme.

Si l'on examine cette question d'une façon différente et moins absolue, en ne considérant que les variables dont le Centre a la responsabilité, le succès d'un projet peut se juger à deux niveaux: premièrement, souplesse et capacité de réponse du Centre, et, en dernier ressort, verdict du Conseil des gouverneurs et de l'administration interne du Centre; deuxièmement, évaluation et décision de la Division seule. Dans ce dernier cas, le changement le plus important concerne le rôle de l'administrateur de programme.

Le Conseil des gouverneurs a, avec raison, insisté sur la nécessité d'améliorer la recherche et d'aider, autant que possible, les bénéficiaires à exploiter les résultats de la recherche. Dans les deux cas, il faut avoir une très bonne connaissance de la recherche et du projet, qui ne peut être acquise qu'en prenant le temps de rencontrer le chercheur. Nous pensons que, au cours de l'exécution du projet, les administrateurs de programme doivent

non seulement en contrôler le déroulement en tant que représentants du Centre (c'est-à-dire veiller à la bonne utilisation des ressources fournies) mais aussi assister les chercheurs en ce qui a trait aux lectures, à la formation, aux bibliographies nécessaires ainsi qu'aux autres aspects de l'aide à la recherche; une fois la recherche terminée, ils doivent veiller à ce que les résultats en soient publiés et diffusés dans le pays et à l'étranger. A mesure que les ressources du Centre et la demande de subvention croissent, il devient de plus en plus important de connaître les résultats des recherches antérieures si l'on veut faire un choix raisonné, mais c'est aussi de plus en plus difficile à cause de la responsabilité qu'a l'administrateur de programme dans le projet. Pour beaucoup de membres de la Division, le choix d'un administrateur attitré à la place d'un spécialiste bien informé donnerait lieu à des échecs et des déceptions, non seulement parce qu'un tel changement impliquerait le recrutement d'une personne ayant des compétences différentes - le travail étant effectivement différent - mais parce qu'il ne permettrait pas davantage de garantir une aide permanente et prolongée comme celle dont ont besoin les équipes de chercheurs. En ce sens, les spécialistes du Centre estiment que, dans la plupart des cas, leur aide ne parvient pas à être aussi efficace qu'elle le pourrait.

Parmi les projets dont on pourrait dire qu'ils ont particulièrement atteint leurs objectifs, on peut citer les Ateliers sur la politique technologique, phases I et II, les Etudes de la politique technologique dans les Antilles, phase I, la phase II ayant été moins réussie; Les études sur les IPST, dont on aurait pu attendre de bien meilleurs résultats si on les compare à d'autres travaux, ont cependant eu un succès considérable en ce qui concerne la mise en oeuvre, au niveau national, de politiques élaborées à partir d'études nationales, et ont été largement utilisées, plusieurs années plus tard, dans les débats

de la CNUSTD. Une autre étude qui a influencé la façon dont le monde voit l'avenir des pays en développement: il s'agit de l'étude Bariloche, qui venait en réponse à celle du Club de Rome; dans le domaine de l'éducation, il y a les projets IMPACT et celui du Groupe consultatif d'examen de la recherche. On pourrait citer un nombre incalculable d'exemples d'études de moindre envergure ayant permis aux chercheurs de prendre de l'expérience et de s'attaquer ensuite à des travaux plus difficiles et plus importants, ou de petites études ayant permis d'éclaircir la situation et d'aboutir à des politiques beaucoup moins spectaculaires que celles que l'on a citées plus haut mais, à notre avis, d'une égale importance à long terme.

De nombreux projets ont, par ailleurs, été affectés par le départ de personnel de recherche ou le déclin de l'institution bénéficiaire. Il existe aussi toutes sortes de facteurs liés à des renversements politiques, à des crises financières, à des décès, des disparitions, des jalousies mesquines et autres, qui ont empêché tel ou tel projet de donner tous les résultats attendus. Dans un autre genre, un échec peut aussi s'expliquer par le fait que des chercheurs utilisent notre aide pour les premières phases de leurs travaux, puis se font remarquer trop vite par des organismes ou par des cabinets d'ingénieurs-conseils internationaux et par des chercheurs des pays industrialisés, abandonnant ainsi des travaux de plus longue haleine, plus élaborés et indépendants sur les problèmes de développement de leur pays.

10. Quelles contraintes fait peser sur la Division son appartenance au système global d'un centre de recherche? A quelles contraintes extérieures au Centre la Division estime-t-elle être soumise?

(Le centre de recherche est ici le CRDI).

La Division est consciente qu'elle bénéficie de l'esprit et du professionnalisme général de l'ensemble du personnel du Centre. Elle s'efforce de respecter l'atmosphère de coopération et la souplesse dont on fait preuve partout dans le Centre et qu'encouragent fortement les responsables du Centre, à commencer par le Président. Elle est fière de faire partie d'un organisme respecté.

Cependant, elle ressent des contraintes, qui s'accroissent peut-être à mesure que le Centre prend de l'ampleur et qu'un nombre croissant de personnes participent à ses travaux. Autrement dit, ce qui était une affaire "familiale" est devenu une multinationale; s'il est bon que l'on ait conservé l'esprit d'autrefois, il est cependant regrettable que les procédures, les directives et les méthodes utilisées ne fassent pas l'objet d'une mise à jour systématique et ne soient pas adaptées à notre époque.

A tous les niveaux, les activités de la Division se heurtent à des contraintes manifestes, entre autres les suivantes:

-

- a) Différentes divisions de soutien se composent actuellement, à divers niveaux, d'un grand nombre de personnes habilitées à prendre des décisions en fonction de l'idée qu'elles se font d'une activité donnée; pour cette raison, les administrateurs de programme, entre autres, passent un temps énorme à surveiller les divers stades des opérations. Il est par exemple nécessaire de disposer d'un sous-système dont le rôle est de vérifier et de normaliser toutes les opérations financières - et dont la Division ne pourrait d'ailleurs pas se passer. Mais il est désolant que la Division consacre autant de temps à justifier des décisions professionnelles à partir de principes administratifs obscurs. Les contraintes portent ici sur l'efficacité de la Division, sur le sens de la responsabilité professionnelle dont s'inspire tout son personnel, et sur le temps dont dispose l'administrateur de programme. Ce dernier point est très important pour la Division, qui, à plusieurs reprises, a suggéré au BPE de faire une étude sur l'horaire type de l'administrateur de programme ("une journée de l'administrateur de programme"), mais sans succès.
- b) Etant donné que dans le système de "contrôle" actuellement utilisé au Centre - qui s'avère très efficace à de nombreux égards - la plupart des gens préfèrent s'en tenir à ce qu'ils connaissent, la Division est souvent contrainte de présenter de manière conventionnelle et orthodoxe de nouvelles façons d'aborder un sujet ou de nouvelles méthodes. Ce n'est pas au Conseil ni à la haute direction qu'il faut alors s'en prendre, mais à la lenteur avec laquelle l'ensemble du système s'adapte à la réalité. La conséquence n'est pas tant que la Division se trouve dans l'incapacité

d'agir, mais plutôt que les principaux sujets de préoccupation ne reçoivent pas l'attention qu'il faudrait des organes compétents.

- c) Etant donné "l'esprit de réceptivité" qui prévaut à l'intérieur et à l'extérieur du Centre, chaque cas, quelle que soit son importance, est normalement étudié en fonction des mérites qui lui sont propres, il n'existe souvent aucun moyen d'aboutir à une décision nette quant aux grandes orientations qui intéressent tout le personnel de la Division. Le Centre se propose-t-il d'accroître ou de diminuer les pouvoirs des bureaux régionaux, ou la taille des locaux? La Division doit-elle ou non prévoir une augmentation du personnel de ces bureaux? Les divisions de soutien vont-elles accroître leur participation dans ce que l'on appelle habituellement les travaux de programme? Dans l'affirmative, quel mécanisme adoptera-t-on pour éclaircir les situations confuses que cela ne manquera pas de créer au début, à l'intérieur comme à l'extérieur du Centre? Est-il possible d'établir un roulement des cadres supérieurs dans la Division sans leur créer de préjudices quant à l'ancienneté et à la rémunération?... Ces questions, une fois posées, restent souvent sans réponse.
- d) Etant donné que le Centre, pour plusieurs raisons valables qui, souvent, ne dépendent pas de sa volonté, ne possède pas de stratégie claire, la Division est embarrassée pour formuler ses propres stratégies et mettre en oeuvre les moyens appropriés. Le mois dernier, la Division a reçu une estimation de ses affectations financières prévus pour les trois prochaines années. C'est un progrès, dans la mesure où, jusqu'à présent, ces estimations ne portaient que sur une année et n'étaient connues, au mieux, qu'environ

deux mois avant le début de l'année financière en question. Il ressort de ce plan triennal une augmentation minime de son budget au cours des deux prochaines années (une diminution en valeur réelle), puis un bond d'environ 30 p. 100 l'année suivante. Il s'est trouvé une personne de la Division pour conclure: "Si jamais un de nos bénéficiaires nous soumet des prévisions pareilles, je les lui renvoie aussi sec!"

A quelles contraintes extérieures au Centre la Division estime-t-elle être soumise?

La réponse à cette question est à la fois implicite et explicite dans toutes les réponses écrites aux questions fondamentales du comité. Le problème tient essentiellement à l'importance et à l'accroissement de demandes et des exigences, alors que les ressources tant financières qu'humaines, sont limitées. Alors que d'autres organismes abandonnent la scène internationale et, plus précisément, cessent d'aider les travaux de recherche entrepris par et dans les pays en développement, la Division se retrouve de plus en plus seule. D'une part, cela accroît le volume de travail (personnes à recevoir ou à visiter, propositions à étudier); d'autre part, cela rend les choix de plus en plus urgents et difficiles.

Cette situation est aggravée par la réduction des moyens effectivement accordés à la recherche par beaucoup de gouvernements, souvent accompagnée d'un repli sur soi de nombreux pays où travaille la Division. Dans tous les pays en développement, les populations ne cessent de s'appauvrir, et la

Division doit intervenir pour renverser ce mouvement; certains pays acceptent moins facilement de discuter de façon objective et ouverte de l'intérêt public et des problèmes qu'il pose, alors que la Division s'efforce de faire reconnaître ce genre de travail comme quelque chose de normal et de courant. Plus que des paradoxes, ce sont là des questions préoccupantes pour chacun des membres de la Division; la principale contrainte est que l'on dispose de moyens très limités pour résoudre des problèmes très complexes.

11. A quelle demande peut-on s'attendre à l'avenir de la part des clients de la Division? Peut-on prévoir des changements dans la structure et les activités de la Division?

Bien qu'on ne puisse émettre que des suppositions, il est bon de rappeler un fait incontestable, à savoir que l'aide apportée à la recherche par la Division est plus importante qu'il y a dix ans. Cela est dû non seulement à une augmentation absolue des moyens financiers et autres ressources attribuées, mais au fait que, d'après un calcul rapide, on constate une diminution de l'aide internationale en général et de l'aide intérieure dans beaucoup de pays. Plus le Centre sera connu, plus la Division devra faire preuve de clairvoyance et de sens des responsabilités dans la façon de réaliser ses travaux, ses orientations. La demande a déjà augmenté et elle est censée s'accroître encore. Mais il faut plus que de l'argent pour répondre comme il se doit à cette demande, avec toute la rigueur que l'on est en droit d'attendre du Centre. Il faut que la Division continue de faire preuve de la

même ouverture d'esprit que par le passé, à une époque où les mutations et les tensions sociales - qui favorisent les solutions faciles et moins raisonnées - s'accroissent dans le Tiers-Monde et même dans les pays plus favorisés.

Afin que la Division fasse le meilleur travail possible et envisage l'avenir avec confiance, elle devra agir dans le sens suivant:

- a) continuer de soutenir les projets de façon consciencieuse ainsi que financièrement, c'est-à-dire apporter à la recherche une aide pouvant compenser en partie le manque de moyens intellectuels et autres outils élémentaires;
- b) permettre aux employés de la Division d'être personnellement engagés dans des projets de recherche, afin que leur intérêt pour les pays en développement et les problèmes de recherche ne se ressentent pas des pressions administratives du siège et des bureaux régionaux;
- c) élargir l'éventail des modes d'aide, mis en oeuvre par la Division, comme l'aide aux institutions et aux programmes ainsi qu'aux projets, afin que le Centre conserve toute sa souplesse;
- d) financer les institutions et les projets pendant plus longtemps (en passant par exemple de trois à cinq ans) et augmenter le montant des subventions;
- e) assouplir les procédures administratives pour que le Centre puisse s'acquitter correctement de sa tâche;

- f) mettre au point des modalités d'aide à long terme afin que la recherche dans les pays en développement gagne en stabilité.

Documents disponibles sur demande pour les membres du Conseil

Rapports ou documents adressés au Comité d'étude les 22 mars et 17 avril 1984

A. Documents de base pour la réunion de la Division des sciences sociales

La recherche sur la politique énergétique dans les années 1980 par Andrew Barnett (mai 1983).

Rapport d'évaluation du BVPP sur le programme de formation de l'IDS/SPRU (3-P-76-0005).

Evaluation de l'atelier sur la politique technologique (3-P-79-0146).

Rapport annuel : programmes de politique scientifique, technologique et énergétique, AF 1982-1983.

L'incidence du financement du CRDI sur les trois Sociétés savantes canadiennes.

Rapport de voyage de J. Nellis en Afrique du Nord et en France (1980).

Rapports de voyage en Amérique latine : Morales-Gomez, Shaeffer, Stromquist.

Absorption and Diffusion of Imported Technology
Proceedings of a Workshop held in Singapore,
26-30 January, 1981.

Rapport de voyage de Sheldon Shaeffer au Chili, en Argentine et au Brésil, du 18 janvier au 3 février 1984.

Rapport de voyage d'Eva Rathgeber au Nigeria, du 16 au 27 octobre 1982.

B. Sélection de documents, rapports de voyage, correspondance internes, etc. démontrant les processus et activités qu'impliquent l'élaboration et le contrôle de projets.

De plus, la Division a fait paraître plusieurs brochures qui sont mises à la disposition du public, en anglais, en français et en espagnol.

CRDI, Orientations des programmes, Division des sciences sociales

Programme de recherche sur l'énergie, CRDI

Programme de recherche en éducation, CRDI

Le programme de recherche sur la population et le développement, CRDI

Programme de politique urbaine, Division des sciences sociales, CRDI

Programme d'économie et de développement rural, CRDI

Programmes de coopération : directives relatives aux sciences sociales, CRDI